

CONGO

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

200 FCFA

www.adiac-congo.com

N° 2956 - MARDI 4 JUILLET 2017

LÉGISLATIVES ET LOCALES 2017

La Force publique s'engage à sécuriser les élections

Au cours de la réunion d'harmonisation opérationnelle pour la sécurisation des élections législatives et locales tenue du 30 juin au 1er juillet à Brazzaville, le chef d'état-major général des Forces armées congolaises a invité les chefs militaires à bien tenir leurs éléments et faire respecter l'éthique et la déontologie de leur profession.

« Tenant compte du caractère apolitique de la force publique, il nous revient de poursuivre notre contrôle minutieux sur les hommes afin de conserver la maîtrise des effectifs. Cela prend en compte le respect scrupuleux du règlement de discipline générale. », a martelé Guy Blanchard Okoi.

Page 2



Le commandement de la Force publique (Adiac)

UNION AFRICAINE

Vers la mise en œuvre de la décision de financement d'ici à 2018

Réunis du 3 au 4 juillet à Addis-Abeba pour le 29e sommet de l'Union africaine, les dirigeants des Etats membres ont évoqué la nécessité de la mise en œuvre « complète, cohérente et rapide » de la décision relative au financement de cette organisation d'ici à 2018.

Inscrite parmi les réformes envisagées, cette option devrait renforcer l'indépendance du continent africain dans la résolution de certains problèmes internes et externes, notamment le règlement des conflits et la promotion d'une croissance à long terme.

Outre la réforme de l'institution panafricaine, la question de la jeunesse a été longuement évoquée par les chefs d'Etat préoccupés par l'avenir de cette couche sociale qui constitue 70% de la population africaine.

Page 7

CLIMAT DES AFFAIRES

Le Congo et le Rwanda liés par un partenariat



Les trois ministres face à la presse (Adiac)

Un mémorandum d'accord de travail signé le 2 juillet à Kigali permet aux deux pays de partager leurs expériences sur l'amélioration du climat des affaires, le financement alternatif et innovant, la réforme des finances publiques et du secteur de la statistique. La signature de l'accord a eu lieu en marge des assemblées générales annuelles de la Banque africaine d'import-export (Afreximbank), tenues du 28 juin au 1er juillet dans la capitale rwandaise.

Page 6

DIASPORA

La culture congolaise sera célébrée dans l'Oise en France



A l'initiative de Marcelle Ayessa-Fauveau, fondatrice du magazine Bantuenia, et son association Bantu dans l'Oise, le Congo sera célébré du 1er au 3 septembre, à travers la musique, le cinéma, la cuisine et la mode, dans la commune de Poix de Picardie, non loin d'Amiens. Le public français aura ainsi l'occasion de découvrir ce pays en visi-

tant une exposition de photos sur le quotidien des Congolais présentée par Cynthia Samba et la créatrice de bijoux Carine Runavot va également présenter ses œuvres. Par ailleurs, les plus jeunes parmi le public auront droit aux ateliers de maquillage et de tresse, à des contes et des présentations de jeux congolais pour enfants.

Page 11

ÉDITORIAL

J - 12

Page 2

ÉDITORIAL

J - 12

À très exactement douze jours du premier tour des élections législatives et locales, la fébrilité grandit dans les rangs de la classe politique. La double campagne électorale ayant été officiellement lancée le 1er juillet il reste, en effet, fort peu de temps à celles et ceux qui briguent un mandat électif pour convaincre les citoyens de se prononcer en leur faveur le 16 juillet.

Démontrer en moins de deux semaines que l'on est le mieux placé sur l'échiquier politique pour voter les lois ou agir au sein des assemblées locales n'est assurément pas facile. Pour les élus qui espèrent renouveler leur mandat il s'agit de rappeler aux électeurs qu'ils ont été attentifs, actifs, efficaces et que, par conséquent, il serait juste de les confirmer dans leurs fonctions. Et pour les postulants il convient de prouver que la société civile tirerait un bénéfice réel de leur arrivée dans les assemblées nationales ou locales.

Alors que la double campagne débute tous les candidats devraient, nous semble-t-il, se fixer comme objectif de convaincre les électrices et les électeurs de se rendre le jour venu dans les bureaux de vote afin d'exercer en toute liberté leur droit de vote. Autrement dit ne pas suivre les consignes d'abstention données par les partis et formations politiques qui continuent de rejeter la Nouvelle République et affichent leur peu de respect pour le système démocratique au nom duquel ils prétendent agir. L'un des principaux enjeux de la présente échéance électorale est, en effet, le niveau de participation qui la marquera.

Il est de bon ton, dans les milieux qui observent, sous différents angles et pour différentes raisons, la sphère politique congolaise, de prédire que les élections à venir seront marquées par une abstention massive comme cela s'est fait tout récemment en France. Nous sommes convaincus quant à nous que la partie, bien au contraire, est loin d'être jouée et que les pronostics pessimistes ont toutes les chances de se révéler faux si la campagne qui débute traite les questions de fond que posent à notre jeune démocratie l'évolution présente du monde en général, de l'Afrique en particulier.

Mais cela ne se vérifiera que si le débat public qui débute porte sur l'essentiel, c'est-à-dire sur le devenir proche et lointain de notre nation.

Les Dépêches de Brazzaville

ELECTIONS LÉGISLATIVES ET LOCALES 2017

La force publique harmonise ses opérations



Le commandement de la Force publique (Adiac)

Toutes formes d'activismes violents mettant à mal la sécurité des campagnes électorales, du scrutin et des Congolais sont à endiguer impérativement au cours du prochain rendez-vous, a déclaré le chef d'état-major général, le général de division Guy Blanchard Okoï.

A l'occasion de la réunion d'harmonisation opérationnelle pour la sécurisation des élections législatives et locales qui s'est tenue du 30 juin au 1er juillet à Brazzaville, le chef d'état-major général des Forces armées congolaises (FAC), coordonnateur du Groupe d'anticipation stratégique (GAS), président de la sous-commission sécurité de la Commission nationale électorale indépendante, le général de division Guy Blanchard Okoï, a dans son discours de clôture relevé que l'identification des FAC est recommandée à tous les Congolais pour le bien de tous. « Ainsi, pour l'exercice actuel chacun doit pouvoir en toute conscience et sécurité user de son droit de vote », a-t-il indiqué.

Le chef d'état-major général a en outre demandé à chaque autorité de la force publique notamment les contrôleurs opérationnels et les commandants des différentes zones militaires de défense à donner une valeur à cette ambition. « Nos autorités organiques nous ont invités à travailler dans un esprit de cohésion pour atteindre l'état final recherché. Ensuite, tenant compte du caractère apolitique de la force publique, il nous revient de poursuivre notre contrôle minutieux sur les hommes afin de conserver la maîtrise des effectifs. Cela prend en compte le respect scrupuleux du règlement de discipline générale. Une circulaire du coordonnateur du groupe du GAS rappelle à

chacun le comportement attendu des agents de la force publique pendant cette période », a-t-il déclaré.

« Le président de la République, chef suprême des armées et le peuple congolais tout entier attendent des élections sécurisées », a ajouté le général Okoï.

A noter que l'objectif de cette réunion pendant ces deux jours était de permettre aux participants de s'imprégner des orientations du GAS ; mettre à la disposition des commandement des zones de nouvelles informations sur l'évolution des situations sécuritaires et opérationnelles dans leur théâtre d'opération pendant la période électorale ; vérifier la cohérence dans l'ensemble des travaux de planification menés par le coordonnateur interdépartemental, les contrôleurs opérationnels, chef du secteur « Igné-Mbamou-Ngabé ».

Guillaume Ondzé

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE-

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétariat des rédactions : Clotilde Ibara, Jean Kodila
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina, Thierry Nougou
Service Société : Parfait Wilfried Douniama (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koumbema, Firmin Oyé

Service Économie : Quentin Loubou, Fiacre Kombo, Lopelle Mboussa Gassia
Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba,

Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya

ÉDITION DU SAMEDI :

Meryll Mezath
(Rédactrice en chef), Durlly Emilia Gankama, Josiane Mambou Loukoula

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaine Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Sports : Martin Enyimo
Relations publiques : Adrienne Londole
Service commercial : Stella Bope
Comptabilité et administration : Lukombo

Caisse : Blandine Kapinga
Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : Colonel Ebeya n° 1430, commune de la Gombe / Kinshasa - RDC - Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndungidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs :
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie :
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques :
Adrienne Londole
Chef de service publicité :
Rodríguez Ongagna

Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Commercial Brazzaville : Errhiade Gankama
Commercial Pointe-Noire : Mélaine Eta Anto
Chef de service diffusion de Brazzaville : Guylin Ngossima
Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé, Irin Mauakani
Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole.
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Mumbelé Ngonu

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Assistante : Sylvia Addhas

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaine Angombo

IMPRIMERIE

Gestion des ressources humaines :
Martial Mombongo
Chef de service préresse : Eudes Banzouzi
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

Tél. : (+242) 05 629 1317
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphane Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire NZONZI B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo /
Tél. : (+242) 05 532.01.09
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

ELECTIONS LÉGISLATIVES ET LOCALES 2017

Alain Rodriguez Yilali initie une opération d'assainissement à l'île Mbamou

À la demande des populations, le candidat indépendant à l'élection législative du 16 juillet, Alain Rodriguez Yilali a démarré le 1er juillet sa campagne électorale à l'île Mbamou par une vaste opération d'assainissement des artères de la localité, aux moyens des engins de travaux publics.



L'arrivée de l'engin à l'île Mbamou (Adiac)

À l'arrivée de ses engins au village Chinois la belle, l'adhésion des populations au projet a été massive, car impatientes de voir leur district être assaini. Un projet salvateur pour ces populations qui témoignent avoir vu leur village être assaini depuis l'année 1979, sous le règne du feu président Marien Nguabi.

Ces engins mécaniques affectés à l'île Mbamou par le candidat Alain Rodriguez Yilali y resteront pendant toute la période de campagne. Ils serviront à débayer toutes les ruelles et avenues du district, en vue de relier les principaux villages composant, à savoir Kintégoué, Chinois la belle, Lissanga, Moutou ya Ngombè et Ndzété Moko.

« Ce matin, quand cet engin que nous attendons depuis plusieurs années est arrivé, je n'en revenais pas. Je dis grand merci, parce que ce matériel nous permettra d'ouvrir les artères dans la localité, afin de permettre aux populations jadis exposées aux morsures de serpents, de circuler en toute sécurité de jour comme de nuit », s'est réjoui le président du village Chinois la belle, Ngantsui Ténar.

En récompense, la population a promis au candidat un soutien indéfectible le 16 juillet, décriant toutefois « la campagne d'intimidation que mèneraient certains candidats, visant le rapatriement forcé des sujets ayant des liens de famille avec la RDC. Ici à l'île Mbamou, depuis des générations, nous vivons avec eux, et avons même épousé les femmes originaires de ce pays, avec qui nous avons fait des enfants qui sont des Congolais. Pourquoi doit-on les refouler alors que même lors de Mbata ya Mokolo, ils n'ont jamais été rapatriés ? », a dénoncé un habitant de ce village, sous anonymat.

Dans les différentes interventions, les populations ont soulevé le manque d'hôpital, des centres de santé dignes et d'eau potable. Alain Rodriguez Yilali a promis donner une solution idoine à ces doléances courant cette campagne. Il a ensuite prévu organiser une campagne de soins gratuits et installer les forages publics.

Firmin Oyé

Rick Bokilo à la conquête du siège de Poto-Poto 1

Candidat indépendant aux quartiers 31 et 32 de la première circonscription de Poto-Poto, Rick Bokilo est entré en campagne tambour battant. « C'est pour accompagner "la Marche vers le développement" et défendre les intérêts des populations des quartiers 31 et 32 de Poto-Poto que je suis candidat », se justifie-t-il. En dehors des législatives, Rick Bokilo est tête de liste aux locales. Parmi ses adversaires figure le député sortant, candidat à sa



Rick Bokilo (Adiac)

propre succession, Jean De Dieu Kourissa du Parti congolais du travail. « Je suis confiant et je pense que la jeunesse doit prendre ses responsabilités », a indiqué Rick Bokilo. Ce dernier a, par ailleurs, fustigé le fait que les militants de ses adversaires ont déchiré ses banderoles sur l'avenue de la Paix et l'avenue de France. Il a souhaité que la loi électorale soit respectée et a demandé à ses militants de ne pas poser ce genre d'actes.

En rappel, lors de la campagne référendaire, Rick Bokilo avait mobilisé les jeunes dans une dynamique pour massivement voter Oui. Aujourd'hui, il se lance dans la bataille pour une place à l'hémicycle.

Rominique Nerplat Makaya

Le RDPS en rang de bataille à Ouenzé

Le candidat du Rassemblement pour la démocratie et le progrès social (RDPS) dans la 2e circonscription électorale de Ouenzé, également tête de liste de ce parti de la majorité présidentielle dans cet arrondissement de Brazzaville, King Michel Souza, a lancé le 3 juillet la campagne électorale pour les scrutins du 16 juillet prochain.

Le tout a commencé par une messe d'action de grâce célébrée en la paroisse Sainte-Marie de Ouenzé, en souvenir de la date anniversaire de King Michel Souza né le 3 juillet d'une certaine année. À la tête d'une liste de treize candidats du RDPS aux locales, il s'est ensuite rendu avec sa délégation à la Clinique municipale Albert Leyono où il était prévu de faire honneur aux femmes ayant accouché le 3 juillet. En dépit de la présence de la veuve de l'ancien administrateur-maire de Ouenzé et Talangaï, Albert Leyono dont l'hôpital porte son nom, King Michel Souza n'a pas pu poser son acte à cause, vraisemblablement, des problèmes protocolaires. Ce qui n'a pas empêché les membres du RDPS, troisième force de la majorité en termes d'élus de lancer officiellement leur cam-



King Michel Souza et la veuve Leyono au premier plan à la Clinique Albert Leyono / crédit photo Adiac

pagne dans les quartiers 52, 53 et 55. « La différence avec les autres candidats est que nous sommes toujours sur le terrain. En qualité de natif de Ouenzé, nous connaissons les problèmes des habitants. Je pense que ce sera difficile de nous battre parce que les gens ont compris la vraie réalité de la politique », a expliqué King Michel Souza.

En effet, le président de l'Association fraternité de bienfaisance aux personnes vulnérables (AFBPV) se présente à ce double scrutin comme un acteur de terrain, lui qui a multiplié, au début de cette année, des actions de générosité en

faveur des populations démunies. Selon King Michel Souza, l'heure de développer le Congo a sonné, il faut accompagner le président de la République qui œuvre pour le développement du pays. « En tant que jeune actif, acteur du développement communautaire et social, j'ai pris l'engagement de me présenter à Ouenzé afin de défendre les idéaux du chef de l'Etat et l'accompagner dans la Marche vers le développement et le vivre ensemble. Actuellement, nous avons besoin des acteurs et non des spectateurs », a conclu le candidat du RDPS à la députation à Ouenzé.

Parfait Wilfried Douniama

Le MCDDI s'insurge contre la diabolisation du député sortant de Mbanza-Ndounga

Dans une déclaration publiée le 3 juillet à Brazzaville, le bureau exécutif national du Mouvement congolais pour la démocratie et le développement intégral (MCDDI) dénonce le fait que certains journaux rendent responsable le député sortant de Mbanza-Ndounga, Bernard Tchibambelela, des actes inciviques que commettent les ninjas du pasteur Ntoumi dans cette partie du pays.

Le bureau exécutif national du MCDDI affirme que le député sortant de Mbanza-Ndounga est accusé par les journaux sans la moindre preuve d'être de connivence avec les bandits armés du pasteur Ntoumi en vue d'empêcher la tenue des élections législatives et locales à Mbanza-Ndounga dans le Pool.

Les auteurs de ces propos, qui polluent l'opinion publique, visent simplement, précise

la déclaration, à protéger le pasteur Ntoumi et à l'aider à masquer ses exactions sordides mais également à le défaire des poursuites judiciaires en cours contre lui et ses acolytes.

Par ailleurs, le MCDDI a affirmé qu'il condamne les actes terroristes perpétrés par Ntoumi et ses adeptes qui ont ouvert le feu sur un cortège funéraire et commis des exactions aux familles et amis de l'illustre disparu le 29 juin dernier à hauteur de Moutampa 2 dans le district de Mbanza-Ndounga.

Le MCDDI, poursuit la déclaration, dénonce avec force les affabulations, les avanies, les ragots, les calomnies, les carabistouilles des lieutenants de Ntoumi démasqués grâce aux élections législatives et

locales en cours.

En outre, indique la déclaration, les élus de Mbanza-Ndounga se portent partie civile auprès des instances judiciaires concernant la plainte en diffamation contre le sieur Narcisse Mavoungou, l'un des journalistes ayant traité de ce sujet.

Le Mcddi apporte son soutien à son secrétaire général Bernard Tchibambelela, député sortant de Mbanza-Ndounga. Il salue l'action de la Force publique visant à rétablir la sécurité dans le Pool. Le MCDDI renouvelle son soutien indéfectible au président Denis Sassou N'Guesso pour ses efforts inlassables de paix, de raffermissement de l'unité nationale, de démocratie et du développement du Congo.

La Rédaction

**N° Avis : AMI N°02/PSTAT MANIFESTATIONS D'INTERET/DMI/C/17
Financement IDA 5500 CG**

AVIS A MANIFESTATION D'INTERÊTS

POUR LA SELECTION D'UNE AGENCE DE COMMUNICATION POUR LA VULGARISATION DES ACTIVITÉS ET PRODUITS DU SYSTÈME STATISTIQUE NATIONAL ET LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN DE COMMUNICATION DU PSTAT

1. Le Gouvernement de la République du Congo a reçu un crédit de l'Association internationale de développement (IDA) pour le financement des activités du « Projet de Renforcement des Capacités en Statistiques (PSTAT) », et a l'intention d'utiliser une partie du montant de ce crédit pour effectuer les paiements au titre du contrat suivant : « la vulgarisation des activités et produits du système statistique national et la mise en œuvre du plan de communication du PSTAT ».

2. Le présent avis à Manifestation d'intérêt a pour objectif de sélectionner une agence de communication en vue de rendre visibles dans divers médias les activités et résultats réalisés par le PSTAT et ses bénéficiaires afin de mobiliser au mieux la population, l'Etat et les partenaires techniques et financiers au tour de la statistique.

3. Mandat du consultant

L'agence de communication accompagnera la cellule de communication du PSTAT sur plusieurs activités de communication et celles de l'Institut National de la Statistique (INS). Les tâches principales de l'agence pendant cette mission consistent en :

- (i)** La conception des supports de communication institutionnelle ;
 - produire tous les supports de communication nécessaires devant couvrir l'ensemble des activités du projet (prospectus, plaquettes, développement du site Internet dont la gestion sera assurée par l'UGP, Tee-shirt, casquettes, bulletin d'information, etc.)
 - réaliser les supports de communication institutionnelle du PSTAT (plaquette institutionnelle, flyers, kakémonos, calendriers, agendas, T-shirt, le bulletin d'information, etc.) relatant les activités et résultats du projet.
 - réaliser les supports de communication institutionnelle de l'Institut National de la Statistique (INS) (plaquette institutionnelle, flyers, kakémonos, calendriers, agendas, le bulletin d'information, etc.) présentant la structure et ses activités.
- (ii)** La conception et production des supports de sensibilisation multimédia en direction des acteurs institutionnels publics, privés et au grand public ;
 - réaliser les supports de communication institutionnelle du PSTAT (audio/vidéo/papier/électronique) relatant les activités et résultats du projet.
 - réaliser les supports de communication institutionnelle de l'Institut National de la Statistique (INS) (audio/vidéo/papier/électronique) relatant les activités et résultats de la structure.
- (iii)** La mise en œuvre des différentes campagnes
 - garantir une large diffusion des messages d'informations et de sensibilisation
 - concevoir des supports de communication relative à la campagne de sensibilisation des élèves et étudiants au dépôt de candidature aux concours d'entrée dans des écoles statistiques africaines.
 - identifier les canaux ou moyens efficaces de communication pour l'atteinte des objectifs d'information, de sensibilisation et de mobilisation des décideurs politiques et des utilisateurs;
 - informer et sensibiliser les populations sur les objectifs du projet ;
 - former le personnel de la cellule de communication des projets de l'INS sur la façon de communiquer aux ménages ;
 - assurer une mobilisation scolaire et académique dans les écoles et à l'Université, d'initier des échanges/dialogues avec les potentiels candidats.
 - susciter des dépôts de candidatures par les élèves et étudiants;
 - capitaliser la mobilisation scolaire et académique autour de la campagne de sensibilisation des élèves et étudiants aux conditions, l'organisation et dépôt volontaire des candidatures aux concours d'entrée dans des écoles statistiques africaines.

4. Profil du consultant

Le Consultant devra être une Agence de communication, agréée par le Conseil Supérieur de la liberté de Communication (CSLC) au titre de l'année 2016-2017.

Il devra justifier:

- (i)** d'une expérience dans la production de supports de communication audio-visuelle (film, spot radio, TV) ;

- (ii)** d'une expérience dans la conception et la production de supports de communication institutionnelle ;
- (iii)** d'au moins trois (3) références dans les prestations similaires au cours des cinq (5) dernières années.

La mission sera conduite par une équipe constituée au moins des profils suivants :

un chef d'équipe /justifiant d'une expérience professionnelle d'au moins (5) ans en agence de communication et ayant piloté au moins deux missions similaires pour des organismes/sociétés/structures ;

un journaliste producteur /justifiant d'une expérience professionnelle d'au moins trois (3) ans en agence de communication ;

un réalisateur /justifiant d'une expérience professionnelle d'au moins trois (3) ans en agence de communication ;

un cadreur /justifiant d'une expérience professionnelle d'au moins cinq (5) ans en agence de communication ;

un designer-infographe, bac+2, infographie, web designer, justifiant d'au moins trois (3) ans d'expérience professionnelle.

5- L'Unité de Coordination du Projet invite les candidats éligibles à manifester leur intérêt à fournir les services décrits ci-dessus. Les Firmes doivent fournir les informations ci-après : (i) qualification pour exécuter les services pressentis (références de l'exécution de contrats analogues, etc.) ; (ii) Capacités techniques du cabinet (personnel permanent, etc.) ; (iii) domaines d'intervention ainsi que les années d'expériences du cabinet. Les firmes doivent inclure dans la manifestation d'intérêt les curriculum vitae du personnel clé mentionné ci-dessus, des documents légaux, des certificats d'incorporation et une méthodologie de travail. Elle devra avoir déjà réalisé des missions comparables, elle fournira la liste des missions similaires par année, mission pour lesquelles sa compétence a été mobilisée.

6. Les consultants seront sélectionnés suivant la méthode sur la qualification de consultant (QC) en accord avec les procédures définies dans les Directives de l'IDA: Sélection et Emploi de Consultants par les Emprunteurs de la Banque Mondiale suivant la méthode (Version janvier 2011 et révisées en juillet 2014).

7. Les consultants intéressés peuvent obtenir les termes de références de la mission à l'adresse ci-dessous, de 8 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures (heures locales) du lundi au vendredi.

8. Les manifestations d'intérêt devront être soumises en français en six (06) exemplaires dont un (01) original à l'adresse ci-dessous au plus tard le 18 juillet 2017 à 14 h 00 (heures locales) et porter la mention « manifestation d'intérêt pour la sélection d'une Agence de Communication pour la vulgarisation des activités et produits du système statistique national et la mise en œuvre du plan de communication du PSTAT ».

9. L'adresse à laquelle il est fait référence ci-dessus est:

Bureau Passation de Marchés
A l'attention du Coordonnateur
PROJET DE RENFORCEMENT DES CAPACITES EN STATISTIQUES
UNITE DE COORDINATION DU PROJET, À BRAZZAVILLE, DERRIÈRE L'AMBASSADE DES ETATS UNIS D'AMÉRIQUE AU CONGO, BLOC 1, PARCELLE 70/59 BIS, ARRONDISSEMENT 2 BACONGO Tél : +242 22 613 31 08:
pstatcongo@hotmail.com

ELECTIONS LÉGISLATIVES ET LOCALES 2017

Julien Missamou promet d'aider les jeunes

Candidat indépendant aux élections législatives du 16 juillet dans la première circonscription de Baongo, précisément les quartiers 24, 28 et 29, Julien Missamou a promis de porter son dévolu sur la jeunesse une fois élu.

Face à ces derniers le dimanche 2 juillet, il a juré de donner la priorité à cette couche de la société. « *Je ne jure que sur la jeunesse car je ne suis rien sans vous* »,



Julien Missamou devant ses potentiels électeurs (Adiac)

a-t-il dit. Il a également promis de participer à la consolidation de la démocratie, contribuer à l'édification d'un Etat de droit, veiller à une meilleure redistribution des richesses nationales, une plus grande création d'emplois et une bonne sécurité sociale pour tous. Au plan politique, le candidat indépendant à Baongo 1 entend œuvrer au fonctionnement régulier des institutions du pays, décrier le climat politique par la poursuite des échanges portant sur la vie de la nation, poursuivre

la politique de cohésion nationale pour l'intérêt général, magnifier les idéaux de paix et du vivre ensemble.

Au plan économique, Julien Missamou promet de lutter contre les antivaleurs, œuvrer à l'amélioration du climat des affaires et à la promotion d'une élite entrepreneuriale privée nationale, travailler à la diversification de l'économie par l'expansion des filières agricoles, d'élevage, de pêche et de pisciculture.

Enfin au plan social, le futur député a promis d'œuvrer à la mise en place d'une meilleure politique d'éducation-formation-emploi afin de mieux préparer les enfants à l'accessibilité au marché du travail et à lutter contre le chômage. « *Une fois élu, nous travaillerons sur les pouvoirs publics pour que soient payées régulièrement et sans conditions aux dates précises, les pensions de retraites de nos anciens* », a-t-il signifié.

Jean Jacques Koubemba

Inès Nefer Bertille Ingani mobilise à Moungali II

La candidate du Parti congolais du travail (PCT) dans la circonscription électorale de Moungali II, 4ème arrondissement de Brazzaville, Inès Nefer Bertille Ingani a marché le 02 juillet, avec ses potentiels électeurs pour marquer le lancement officiel de sa campagne en vue des législatives du 16 juillet.

Plus de quinze mille personnes ont accompagné la candidate du PCT du boulevard Alfred Raoul jusqu'au siège de la campagne, en passant par les avenues Lou-tassi, la Paix et Trois Martyrs. Toutes les artères parcourues étaient ornées d'affiches et banderoles frappées à l'effigie de la candidate Inès Nefer Bertille Ingani et de son suppléant Cheik Damba Ngolo. Dans l'euphorie de la marche et omnibusée par un bain de foule, Inès Nefer Bertille Ingani a déclaré : « *On n'arrive pas à contenir cette foule qui est déterminée à soutenir le PCT à Moungali. C'est une nouvelle ère qui s'ouvre avec une femme à l'hémicycle pour une fois dans l'histoire de la démocratie dans cette*



Inès Nefer Bertille Ingani saluant la foule (Adiac)

de l'humanitaire. Nous venons au secours des vulnérables pour divers besoins. Les populations ont compris qu'on doit d'abord les servir c'est pour cela vous constatez cette foule », a justifié la candidate.

Pour soutenir la candidature féminine, les femmes vendeuses du marché de Moungali sont venues nombreuses au boulevard Alfred Raoul.

« *Nous n'attendons pas toujours les élections pour faire*

Souignons que la candidate Ingani est connue pour ses nombreuses oeuvres caritatives en faveur des populations de Moungali II.

Fortuné Ibara

COOPÉRATION

Le PCT et la SWAPO consolident leurs liens séculaires

Au cours d'une audience qui lui a été accordée le 3 juillet à Brazzaville par le secrétaire général du Parti congolais du travail (PCT) Pierre Ngolo, l'ambassadeur de la Namibie au Congo, Viljo H. Hifindaka a déclaré que la Namibie garde un bon souvenir du PCT pour son implication dans la lutte pour la libération de son pays. Pour le diplomate namibien, la lutte de la libération de la Namibie a été un moment fort de la vie de ce pays. « *Nous savons la contribution du Congo pour notre indépendance. Au nombre des actions positives, on peut citer : la radio de la SWAPO qui avait pour mission de mobiliser la population namibienne pour la libération de son pays et la construction d'un lycée technique professionnel à Loudima qui accueille les élèves namibiens et congolais* », a-t-il déclaré. Par ailleurs, Viljo Hifindaka a rappelé que l'accord pour la libération de la Namibie a été signé au Congo, avant de signaler que la coopération entre la SWAPO et le PCT a une histoire très riche.

Roger Ngombé

VISITEZ LE MUSÉE-GALERIE DU BASSIN DU CONGO

de LUNDI à VENDREDI (9h-17h) et SAMEDI (9h-13h)

Expositions et projections

SCULPTURES

PEINTURES

CÉRAMIQUES

MUSIQUE

L'ART DANS TOUTES SES EXPRESSIONS

de la Tradition

à la Modernité

situé 84 Boulevard Denis Sassous Nguesso
Immeuble les manguiers - Mpila
dans l'enceinte des Dépêche de Brazzaville

COOPÉRATION

Le Congo et le Rwanda signent un important accord dans le domaine économique

Le mémorandum d'accord de travail signé le 2 juillet à Kigali permet aux deux pays de partager leurs expériences sur l'amélioration du climat des affaires, le financement alternatif et innovant, la réforme des finances publiques et du secteur de la statistique.

La signature du nouvel accord bilatéral a eu lieu en marge des assemblées générales annuelles de la Banque africaine d'import-export (Afreximbank), tenues du 28 juin au 1er juillet dans la capitale rwandaise.

Le Congo était représenté à Kigali par la ministre du Plan, de la statistique et de l'intégration régionale, Ingrid Olga

Ghislain Ebouka- Babackas et par son collègue des Finances, Calixte Nyanongo, et le Rwanda par le ministre de l'Economie, des Finances et du Plan, Claver Gatete.

En effet, le mémorandum d'accord de travail intervient une année après l'engagement pris par les chefs d'Etat, le Congolais Denis Sassou N'Guesso et le Rwandais Paul Kagamé, de consolider les relations bilatérales qui lient les deux pays dans divers domaines. Cet accord s'inscrit également dans le cadre du dialogue sud-sud prôné par l'Union africaine.

Par ailleurs, les deux parties signataires ont insisté di-



Échange de parapheurs entre les deux parties (Adiac)

TRANSPORTS EN COMMUN

Le personnel de la STPU en grève

Depuis quelques jours, les bus de la Société de transport public urbain (STPU) ont disparu de la circulation à Brazzaville, au grand désespoir de la population.

Les Brazzavillois habitués à se pointer aux arrêts de bus surtout aux heures de pointe s'interrogent sur cet arrêt brusque et inattendu. Les bus de la STPU, communément appelés «Mal à l'aise» soulageaient, tant soit peu, les usagers notamment ceux des quartiers reculés de Brazzaville.

Selon des informations reçues, cet arrêt de circulation serait l'expression d'une grève du personnel. Autres raisons, le manque d'accessoires et de nombreux bus accidentés. Parmi les revendications du personnel figurent le non paiement des trois mois d'arriérés de salaires et la non signature des contrats d'engagement au sein de la société. Les travailleurs ont reconnu ne percevoir jusque-là que des primes de prestation.

Notons que les accessoires pour le bon fonctionnement de ces bus doivent provenir de l'Inde le pays fournisseur.

Il existe actuellement trente bus en bon état sur les 90 que compte la ville de Brazzaville, ont annoncé les travailleurs. Ces bus de STPU, rappelle-t-on, ont une capacité de 74 places dont 35 assises et 39 debout. Leur acquisition en 2015 est le fruit de la coopération entre les gouvernements congolais et inde.

Lydie Gisèle Oka

INTERNET

Le dédommagement des abonnés MTN a commencé depuis le 1^{er} juillet

Victimes de l'interruption de la connexion Internet le 11 juin dernier, les abonnés de MTN Congo ont commencé de bénéficier depuis le 1^{er} juillet de forfaits gratuits d'internet.

La promesse faite le 27 juin par le directeur général de MTN Congo, Djibril Ouattara, doit soulager les abonnés qui ont activé des forfaits non consommés. Selon MTN, les clients concernés par ce remboursement qui a démarré samedi sont ceux ayant réalisé des activations au cours des journées du 09, 11, 14 et 18 juin.

Soucieuse de sauvegarder ses abonnés, MTN annonce aller encore plus loin pour réparer ce désagrément. Les clients utilisateurs d'internet en hors forfaits ne seront pas en reste, car durant une semaine le prix du Mo en hors forfait sera réduit de 50%, annonce la société de téléphonie mobile qui revendique plus de 2 millions d'abonnés.

Informés, quelques abonnés MTN sont déjà à l'affût pour constater la matérialisation de cette promesse « légitime ». Ils seront nombreux à témoigner tout au long de la semaine de cette réparation, qu'importe le forfait restitué, pourvu que ce soit fait dans la transparence et dans la régularité.

La section du câble sous-marin WACS, à 12 km de Pointe-Noire, par l'ancre d'un navire de pêche a occasionné l'interruption de la connexion Internet sur l'ensemble du territoire national pendant plusieurs jours. Elle a été rétablie, deux semaines plus tard, le dimanche 25 juin, grâce à la célérité des équipes du consortium WACS dont MTN est membre.

Quentin Loubou

manche sur la nécessité de mener des actions conjointes en vue d'un partage d'expériences dans d'autres comme la planification des investissements, le développement du secteur privé et l'implication des banques et établissements

de micro-crédit, etc.

Notons que les assemblées générales d'Afreximbank, ayant facilité la signature de l'accord, avaient porté essentiellement sur la revitalisation du commerce intra-africain. Plus de 100 intervenants ont

pris part aux différents panels, dont l'objectif principal est de « Passer par l'industrialisation pour stimuler le commerce intra-africain et repositionner le continent dans les échanges commerciaux ».

Fiacre Kombo

COOPÉRATION

La Chine réaffirme son engagement à soutenir la jeunesse congolaise

L'Ambassadeur de la République populaire de Chine au Congo, Xia Huang a confirmé le 30 juin, l'engagement de son pays à accompagner le département de la Jeunesse et de l'éducation civique dans l'accomplissement de ses attributions.

Le diplomate chinois l'a indiqué à sa sortie d'audience avec la ministre de la Jeunesse et de l'éducation civique, Hermella Destinée Doukaga, au terme de laquelle un accord a été signé par les deux parties.

Pour Xia Huang, ce protocole d'accord vient appuyer l'engagement de la Chine aux différentes activités dudit ministère. Outre cet accord, l'ambassadeur a remis à son interlocuteur un lot de fournitures scolaires et du matériel sportif, une participation de la partie chinoise à la 5^{ème} édition de la colonie des vacances qui aura lieu en fin juillet à Owando. Elle réunira les enfants de tous les départements du Congo.

« Un pays ne pourra pas également émerger sans une bonne formation des jeunes basée sur l'enseignement ; l'éducation ; la formation qualifiante et professionnelle, sans valeurs républicaines ; les conceptions ; les notions de base de droit civique et l'adop-



Hermella Destinée Doukaga et Xia Huang, (DR)

tion d'une ligne de conduite vraiment républicaine », a signifié le diplomate chinois.

La participation des partenaires souhaitée dans l'organisation de la colonie des vacances

La ministre de la Jeunesse et de l'éducation civique a souhaité que la colonie des vacances soit pérenne, qu'elle ne soit pas liée à la politique de la municipalisation accélérée. A cet effet, elle a invité d'autres partenaires qui hésitent encore

à emboîter le pas à la Chine, le partenaire de tous les jours, en apportant leur aide. «En organisant la colonie des vacances, le ministère fait un travail de réconciliation ; conscientisation et bien d'autres car elle permet de cultiver l'amour ; l'union entre les enfants et d'accroître leur regard», a déclaré Hermella Destinée Doukaga.

Notons que l'année dernière, la colonie des vacances avait eu lieu à Madingou dans le département de la Bouenza.

L.G.O.

Actualité de l'Union africaine

L'UA promet de doubler le volume du commerce interafricain

L'Union africaine veut doubler le volume actuel du commerce interafricain de 14% à 28% d'ici 2021 dans le cadre du projet de la zone de libre-échange continental. Qualifiant le volume commercial actuel parmi les pays africains de « très bas », le commissaire de l'UA au Commerce et à l'Industrie, Albert Muchanga a indiqué que l'Afrique est actuellement située « au bon endroit et à la cible » pour réaliser les objectifs majeurs du Pacte phare de la zone de libre-échange.

Le Pacte de la zone de libre-échange est également accompagné du Plan d'action de l'UA sur le renforcement du commerce intra-africain pour faire croître le commerce libre entre ses Etats membres. Les négociations autour de la zone de libre-échange avaient été lancées par les dirigeants africains lors du sommet de l'Union Africaine tenu en 2015 à Johannesburg, en Afrique du Sud pour marquer l'achèvement de la première phase des négociations. La zone de libre-échange continental réunit 54 pays africains avec une population de plus d'un milliard de personnes.

Moussa Faki Mahamat appelle à accélérer la réforme de l'UA

Le président de la Commission de l'Union africaine (UA), Moussa Faki Mahamat, ex-ministre tchadien des affaires étrangères a souligné l'importance pour l'UA de parler d'une seule voix, notant que chaque fois que l'UA a gardé l'unité, elle a remporté des victoires. « *Le dernier exemple est celui des élections du directeur général de l'OMS* », a-t-il dit. Malgré cette victoire, il estime que l'UA continue à donner l'image d'un déploiement en ordre dispersé et les déficiences constatées dans ce domaine renvoient à la « grave dichotomie » qui existe entre les décisions et leur exécution. Selon M. Faki Mahamat, tout retard ou recul dans la mise en œuvre de cette réforme aurait « de très graves conséquences » et porterait « un sérieux revers à la santé morale et la crédibilité internationale de l'UA ».

Vingt-cinq pays africains infestés par la chenille légionnaire

La chenille légionnaire d'automne, en provenance des Etats-Unis d'Amérique et qui a commencé son infestation au Nigeria, s'est déjà répandue dans 25 pays africains, a déclaré Josefa Sacko, commissaire de l'UA pour l'Economie rurale et l'Agriculture lors d'une conférence de presse organisée avant le 29ème Sommet de l'UA.

Selon une autre responsable de l'Union africaine (UA), Mme Sacko, la chenille légionnaire d'automne, *Spodoptera frugiperda* a endommagé jusqu'à 1,5 million d'hectares de terre, et l'infestation se répand encore. Cette infestation qui se produit principalement dans la culture du maïs, n'a jusqu'à présent pas trouvé une solution durable et efficace à cette menace, a-t-il précisé.

Détecté pour la première fois en 2016 au Nigeria, le *Spodoptera frugiperda* s'est propagé en grande vitesse dans les autres parties du continent pour se muer en grand ravageur des plantes cultivées difficiles à contrôler pour l'Afrique. Sur ce, l'UA veut établir un cadre continental pour lutter contre l'infestation.

L'UA demande aux Etats-Unis de rejoindre l'accord de Paris sur le changement climatique

La commissaire de l'UA à l'économie rurale et l'Agriculture, Josefa Sacko, estime que la décision des Etats-Unis de se retirer de l'accord de Paris affecte négativement le secteur agricole africain. Elle s'exprimait samedi au cours d'une conférence de presse au siège de l'UA en Ethiopie, où elle a déclaré que le bloc panafricain avait pris diverses mesures pour promouvoir une gestion durable des ressources naturelles et atténuer les effets négatifs du changement climatique. Josefa Sacko a en outre noté que l'Afrique a marqué un certain pas dans l'adoption de l'accord sur le changement climatique de Paris à la COP21 et a apporté d'énormes contributions aux résultats de la COP22 tenue à Marrakech, au Maroc. Soulignant la nécessité de travailler en concert pour lutter contre le changement climatique, la Commissaire de l'UA a salué l'engagement de la Chine à relever les défis du changement climatique et a exprimé l'intérêt de l'UA de mener une coopération plus étroite avec la Chine.

Selon Thomas Kwesi Quartey, l'Afrique est le moins responsable du changement climatique

Le continent africain qui n'est responsable que de 4% des émissions mondiales de gaz à effet de serre souffre néanmoins gravement des conséquences du changement climatique, a déclaré Thomas Kwesi Quartey, vice-président de la Commission de l'Union africaine (UA).

Les populations les plus vulnérables du continent africain font face aux risques des changements climatiques avec les moyens les plus limités à réagir, a-t-il indiqué. L'apparition fréquente des phénomènes météorologiques extrêmes entraînée par le changement climatique a fait accroître le risque de famine et de malnutrition pour les populations africaines, a ajouté Thomas Kwesi. En ce qui concerne le secteur agricole de l'Afrique, qui emploie environ 90% de la population rurale du continent, le vice-président a affirmé qu'environ les deux tiers des populations de l'Afrique subsaharienne sont assujetties aux effets du changement climatique.

Vers la mise en œuvre complète de la décision du financement de l'UA d'ici à 2018

Les 55 membres de l'Union africaine (UA) témoigneront la mise en œuvre complète, cohérente et rapide de la décision du financement de l'UA d'ici 2018, selon le vice-président de la Commission de l'UA, Thomas Kwesi Quartey. Ce dernier a noté que l'Afrique continue de faire de grands pas à la recherche de l'indépendance et la durabilité financières. Parmi les 55 membres de l'UA, il a fait remarquer que dix sont en train de mettre en œuvre la décision du financement de l'UA, dont le Kenya, le Rwanda, le Tchad, l'Ethiopie et le Congo, et que certains membres versent de l'argent depuis le début de l'année au Fonds de la paix de l'UA. Adoptée en 2016 au Sommet de l'UA à Kigali, la décision du financement de l'UA vise à établir un régime financier résilient pour répondre aux défis interne et externe.

L'UA souhaite engager plus de jeunes dans les processus politiques

La commissaire de l'Union africaine (UA) aux affaires politiques, Minata Samaté-Cessouma a exprimé ce souhait lors d'une conférence de presse au siège de l'organisation. Elle a indiqué que 65% de la population totale de l'Afrique était âgée de moins de 35 ans, d'où l'importance de donner la parole à ce groupe. Selon elle, les récentes élections dans des pays comme le Sénégal, l'Afrique du Sud, le Nigeria et le Burkina Faso ont montré que les jeunes peuvent influencer de manière significative la politique lorsqu'ils ont la possibilité de s'organiser et d'exprimer leurs opinions.

Lancement bientôt d'un marché unique du transport aérien

Un marché unique africain du transport aérien sera lancé en janvier 2018 avec plus de 40 pays signataires, a annoncé David Kajange, chef de la Division du Transport et Tourisme dans la Commission de l'UA. Le marché unique du transport aérien est l'un des objectifs de l'Agenda 2063 de l'UA, visant à débloquer l'Afrique au moyen de l'aviation et d'autres infrastructures de transport pour réaliser l'intégration du continent et stimuler le commerce intra-africain. Jusqu'à présent, 20 sur 55 membres de l'Union africaine (UA) ont souscrit au marché aérien unique de l'Afrique.

L'UA s'attend à une coopération plus étroite avec la Chine dans les infrastructures

L'Union africaine (UA) a salué dimanche l'investissement de la Chine dans l'infrastructure de l'Afrique et a exprimé son vif intérêt pour un partenariat plus étroit. La commissaire aux Infrastructures et à l'Energie de la Commission de l'UA, Abou-Zeid Amani, a considéré comme positif les investissements de la Chine dans les projets d'infrastructure, d'énergie et de technologies de l'information et de la communication (TIC). Ayant échangé avec les parties chinoises lors du Forum pour la Ceinture et la Route tenu les 14 et 15 mai dernier à Beijing, la commissaire a souligné de nombreuses possibilités apportées par les deux plans visionnaires, à savoir l'Initiative chinoise de la Ceinture et la Route et l'Agenda 2063 de l'UA. Elle s'attend à voir « un partenariat solide » sur la base de ces deux feuilles de route.

La jeunesse au cœur des objectifs de l'Afrique

L'Union africaine (UA) a appelé dimanche ses membres à renforcer leur investissement dans la jeunesse comme un impératif pour construire un continent bien développé. L'éducation et l'autonomisation des jeunes sont au cœur de l'agenda politique de l'UA qui encourage ses Etats membres à intensifier leurs efforts pour améliorer les investissements dans l'éducation afin de créer un continent bien développé, a déclaré Martial De-Paul Ikounga, commissaire aux Ressources humaines, aux Sciences et à la Technologie.

Ce dernier a exhorté les pays africains à travailler sur la réalisation du thème du 29ème Sommet de l'UA. Pour lui, l'éducation, le développement des compétences et l'esprit d'entreprise devraient être les objectifs principaux des Etats membres de l'UA pour bâtir une Afrique avec le progrès, la paix et le développement durable.

Yvette Reine Nzaba et Xinhua

SANTÉ

MSF tire la sonnette d'alarme sur la malnutrition infantile en Ethiopie

Dans un communiqué publié vendredi, Médecins sans frontières alerte sur l'urgence humanitaire dans la région Somali, où le nombre d'enfants sévèrement malnutris a fortement augmenté. Ce nombre d'enfants pris en charge par l'ONG dans la zone de Doolo a été multiplié par dix par rapport à 2016 à la même période.

« *En dix ans de présence dans cette zone, les équipes MSF n'avaient jamais pris en charge un nombre d'enfants malnutris aussi important* », soit 6 136 enfants, peut-on lire dans le communiqué, tandis que 67 enfants, soit un cinquième de ceux hospitalisés pendant les deux premières semaines de juin sont décédés.

En effet, l'Ethiopie est frappée par une

grave sécheresse : près de 7,8 millions d'Ethiopiens sur une population de près de 100 millions d'habitants dépendent désormais de l'aide humanitaire pour survivre, d'après un décompte du gouvernement. Dans la région Somali, l'une des plus affectées, des centaines de milliers d'éleveurs nomades qui ont perdu une partie de leurs troupeaux s'entassent désormais dans des camps de déplacés internes.

« *L'aide alimentaire fournie par le gouvernement, les autorités régionales et le Programme alimentaire mondial (PAM) est trop erratique et limitée pour répondre aux besoins* », affirme MSF, évoquant l'arrêt de la distribution de rations cuisinées lors de la dernière semaine de mai et le retard dans la dis-

tribution mensuelle des denrées alimentaires. Malgré la gravité de la situation humanitaire en Ethiopie, l'information est passée sous silence, éclipsée par les autres crises qui frappent la région, comme la guerre au Soudan du Sud et les attentats menés par les milices islamistes chababs en Somalie.

Propulsé par une croissance robuste sur la dernière décennie et les leçons tirées d'un passé de famines particulièrement meurtrières, le pays semblait plus résilient que ses voisins le Soudan du Sud, la Somalie et le Somaliland, actuellement en proie à une catastrophe humanitaire. Mais, cette fois, les fonds commencent à manquer et l'aide humanitaire pourrait être épuisée dès juillet.

Confrontée à un ralentissement de sa

croissance, l'Ethiopie n'a plus les mêmes moyens qu'en 2016, quand le pays subissait déjà de plein fouet une sécheresse liée au phénomène climatique El Nino en 2015 et 2016. Le gouvernement avait alors alloué 766 millions de dollars (671,6 millions d'euros) de son budget pour répondre à la crise. Un montant divisé par sept cette année.

Signalons que la communauté internationale a déjà donné 302 millions de dollars à l'Ethiopie. Au Soudan du Sud, même si la situation reste préoccupante, l'intensification de l'aide humanitaire a permis de lever l'état de famine dans le pays. En Ethiopie, les Nations unies estiment qu'il faudrait encore 481 millions de dollars pour faire face à la crise.

Y.R.Nz.

Brèves

SOUDAN

Le président Omar el-Béchir a prolongé de quatre mois un cessez-le-feu en vigueur dans les Etats en conflit du Darfour (ouest), du Nil Bleu (sud-est) et du Kordofan-Sud (sud). Cette prolongation qui court jusqu'au 31 octobre intervient à quelques jours d'une décision du président américain Donald Trump sur une levée de certaines sanctions imposées depuis 20 ans. Le 12 juillet, l'administration du président américain se prononcera sur une levée ou non de ces sanctions. Le conflit au Darfour a fait plus de 300.000 morts et 2,5 millions de déplacés depuis 2003. Des milliers de personnes ont également été tuées dans les Etats du Nil Bleu et du Kordofan-Sud.

EGYPTE

Un tribunal égyptien a confirmé la peine de mort prononcée à l'encontre de 20 personnes condamnées pour le meurtre de 13 policiers lors des violences qui avaient suivi la destitution de l'ancien président Mohamed Morsi en 2013. 80 personnes ont écopé de la prison à vie - soit 25 années de détention - pour ces violences intervenues en août 2013 en représailles à la dispersion meurtrière de deux sit-in islamistes au Caire. Outre les 80 personnes condamnées à la prison à perpétuité, 34 détenus ont écopé de 15 ans de prison, et 21 autres ont été acquittés. Un mineur a également été condamné à 10 ans de détention. Les condamnés ont encore la possibilité de se pourvoir en cassation.

MALI

La branche d'Al-Qaïda au Mali a publié une vidéo de six otages étrangers. Il s'agit de l'Australien Arthur Kenneth Elliott, âgé de 82 ans, et la Française Sophie Pé-

tronin, à la tête d'une association d'aide à l'enfance, a été enlevée en décembre 2016 par des hommes armés à Gao (nord du Mali). Aucun groupe n'avait jusqu'à présent revendiqué ce rapt. Le Sud-Africain Stephen McGown, enlevé par Al-Qaïda dans le nord du Mali en novembre 2011, le Roumain Iulian Ghergut, enlevé en avril 2015 au Burkina Faso, la missionnaire suisse Béatrice Stockly, kidnappée en janvier 2016 par le groupe jihadiste Al-Qaïda au Maghreb islamique et la religieuse colombienne Gloria Cecilia Narvaez Argoti, enlevée en février 2017 au Mali. Les otages sont présentés séparément dans la vidéo par un homme qui indique qu'il n'y a pas eu jusqu'à présent de négociations pour leur libération. Des zones entières échappent au contrôle des forces maliennes et étrangères, régulièrement visées par des attaques meurtrières malgré la signature en mai-juin 2015 d'un accord de paix, censé isoler définitivement les jihadistes.

LIBYE

Quarante-quatre soldats des forces loyales au maréchal Khalifa Haftar, homme fort de l'est libyen, ont été tués en un mois de combats contre des groupes jihadistes à Benghazi. Un porte-parole de l'Armée nationale libyenne (ANL) autoproclamée par Khalifa Haftar, Khalifa al-Abidi, a fait état d'une « progression importante », ajoutant que les « terroristes » étaient assiégés dans une zone de 2km². Aucun bilan n'a été communiqué sur les pertes du côté des jihadistes. Deux autorités se disputent le pouvoir en Libye : un gouvernement d'union nationale basé à Tripoli - reconnu par la communauté internationale - et une autorité non reconnue dans l'Est du pays à laquelle est lié le maréchal Haftar.

NIGÉRIA

Des combattants du groupe jihadiste Boko Haram ont été découverts parmi des réfugiés qui venaient de passer du Cameroun au Nigeria. Au moins neuf insurgés de Boko Haram et 100 complices ont été trouvés parmi 920 réfugiés nigériens. Ils ont été arrêtés pendant des vérifications par le personnel de sécurité sur les personnes qui revenaient à la ville-frontière (nigérienne) de Banki. La recrudescence des attaques de Boko Haram et l'afflux de Nigériens de retour du Cameroun augmentent la pression sur les camps de déplacés déjà surchargés. Le conflit dans le Nord-Est a tué 20.000 personnes et a forcé 2,6 millions de personnes à quitter leurs domiciles. La plupart est restée au pays chez des proches ou dans des camps de déplacés. D'autres sont parties au Niger, au Tchad et au Cameroun près du lac Tchad.

CENTRAFRIQUE

Plusieurs centaines de Centrafricains, essentiellement originaires des villes de Bria et Bangassou, théâtres ces dernières semaines de violences meurtrières, ont manifesté samedi à Bangui dans le calme pour réclamer « la paix et la justice ». Les manifestants ont défilé dans les rues de la capitale jusqu'aux abords du palais présidentiel où ils ont entonné l'hymne centrafricain. Des affrontements meurtriers ont opposé en mai des groupes armés aux Casques bleus de la Minusca à Bangassou. A Bria (centre), d'autres affrontements entre groupes armés rivaux ont fait une centaine de morts en juin. Les interventions de la France (2013-2016) et de la Minusca (12.500 hommes) ont ramené le calme dans Bangui mais 50 à 60% du pays reste sous le contrôle de groupes armés.

Josiane Mambou Loukoulou et AFP

PROMO
CLIM

ENTRETIEN CLIMATISATION



Diagnostiquer votre véhicule à

45.000 Frs CFA TTC

**FILTRE À POLLEN
TOUS TYPES**

**-20% de
Remise**

PURIFIANT HABITACLE

**-20% de
Remise**

**NETTOYANT
CLIMATISATION**

**-20% de
Remise**

MAIN D'OEUVRE GRATUITE

REVISEZ VOTRE IDÉE DU SERVICE

**JUSQU'AU
31 AOÛT 2017**



GLAD SERVICES



Pointe-Noire : 13 Rue Côte Matève
Brazzaville : Bld Denis Sassou Nguesso
www.cfaomotors-congo.com

BP 1110 - Tél.: (242) 05 313 29 97 / 05 550 17 78 / 06 665 44 65
BP 247 - Tél.: (242) 05 313 29 98 / 05 504 93 33 / 06 665 14 39

**NO
NALA
CONTREFAÇON**

CENTRAFRIQUE

Regain de violences au nord de Bangui

La spirale de violences qui se poursuivent en Centrafrique fait déjà craindre l'imminence d'un génocide, lorsqu'on considère ce qui se passe dans certaines régions et autres localités du pays comme Kaga-Bandoro, chef-lieu de la province de Nana-Grébizi où ces violences, reprises depuis fin mai, font des morts parmi les combattants des groupes armés et les civils.

Dans la ville de Kaga-Bandoro, une quinzaine de personnes sont encore mortes lors d'échanges de tirs samedi entre des éléments armés de l'ex-Séléka et les Casques bleus de la mission des Nations unies en Centrafrique (Minusca), a-t-on appris dimanche de source humanitaire. « Il y a eu au moins 15 morts parmi les combattants », a indiqué un responsable d'une ONG internationale présent à Kaga-Bandoro, située à 400 km au nord de Bangui, la capitale.

Des sources sécuritaires dont la Minusca ont indiqué que les membres du groupe armé ex-Séléka du Mouvement patriotique pour la Centrafrique (MPC) sont à l'origine de ces violences. « Les hommes du MPC semaient la pagaille dans la ville pour une histoire de vengeance. Puis ils se sont affrontés aux contingents pakistanais et burundais de la Minusca stationnés dans la ville », a relaté une source de la force internationale proche du dossier. « Les forces de la Minusca ont fait leur travail en protégeant les populations civiles des éléments du MPC », a assuré le porte-parole de la force onusienne, Vladimir Monteiro. La ville de Kaga-Bandoro où les violences ont repris depuis la fin du mois de mai accueille depuis 2016 près de 20.000 déplacés, mais les humanitaires ont de grandes difficultés à travailler. Outre cette localité des violences sont également signalées dans les villes de Zeimo et de Bria. Les violences en RCA ont déjà fait près de 503.000 déplacés internes, et près de 500.000 personnes ont été enregistrées en tant que réfugiés dans les pays voisins (Cameroun, République démocratique du Congo, Tchad et Congo). La Centrafrique a basculé dans les tueries de masse depuis le renversement du président François Bozizé en 2013 par la rébellion majoritairement musulmane Séléka, entraînant des représailles des groupes anti-balaka, se disant défenseurs des chrétiens. C'est grâce aux interventions de la France (2013-2016) et de la Minusca (12.500 hommes) que le calme a été ramené à Bangui, mais la moitié du pays reste toujours sous contrôle des groupes armés.

Nestor N'Gampoula

G5 SAHEL

Une conférence des donateurs prévue en juillet ou septembre

Pour compléter les fonds annoncés le dimanche 2 juillet lors du lancement à Bamako de la force conjointe du G5 Sahel (Mali, Burkina Faso, Mauritanie, Niger, Tchad), une conférence des donateurs se tiendra au plus tard en septembre prochain, a-t-on appris lundi de sources concordantes

Dans cette perspective, le président français, Emmanuel Macron, qui a participé au lancement de cette force conjointe aux côtés de ses homologues Ibrahim Boubacar Keïta du Mali, Idriss Déby Itno du Tchad, Mohamed Ould Abdelaziz de Mauritanie, Rock Marc Christian Kaboré du Burkina Faso et Mahamadou Issoufou du Niger, a enjoint ces dirigeants de démontrer l'efficacité de cette force pour convaincre les donateurs. « Ce sera à vous et à vos armées de convaincre que le G5 peut être efficace, dans le respect des conventions humanitaires, pour convaincre nos partenaires », a-t-il prévenu, en demandant aux dirigeants de cet espace de mener des réformes institutionnelles dans leurs pays. Les chefs d'Etat du G5 Sahel ont promis d'apporter chacun 10 millions d'euros à cette force, qui s'ajouteront à 50 millions promis par l'Union européenne. Le président français a, quant à lui, annoncé une aide de logistique équivalent de 8 millions d'euros d'ici à la fin de l'année, avec 70 véhicules tactiques ainsi que du matériel de transmission et de protection. Les fonds promis permettent d'amorcer le financement de cette force qui coûtera 423 millions d'euros et faciliteront son déploiement prévu pour

septembre-octobre.

« Il y a urgence, parce que ceux qui sont en face n'attendent pas », a déclaré le président malien, Ibrahim Boubacar Keïta, lors d'une conférence de presse avec son homologue français. Emmanuel Macron a souhaité que le commandement de cette

« Pour ce coup d'envoi, la force Barkhane va amplifier son soutien, aider à installer des centres de commandement et systématiser les opérations coup de poing »

opération anti-djihadiste soit mis en place en fin août. « Pas besoin de réunir tous les financements pour commencer (...). L'important c'est que cette force conjointe soit opérationnelle à l'automne, avec les premiers financements débloqués », a-t-il déclaré, souhaitant que cette mission « ait ses premiers ré-

sultats ». La présidence française estime que le sommet du 2 juillet a marqué « une nouvelle étape avec le lancement effectif de cette force conjointe, qui pourra poursuivre les groupes terroristes de l'autre côté de la frontière ». « Pour ce coup d'envoi, la force Barkhane va amplifier son soutien, aider à installer des centres de commandement et systématiser les opérations coup de poing » aux confins du Mali, du Burkina Faso et du Niger, a-t-on précisé.

Paris envisage d'ailleurs de déclencher « une dynamique internationale ». Ses autorités comptent notamment sur les pays comme l'Allemagne, les Pays-Bas et la Belgique ainsi que sur le soutien des Etats-Unis, présents militairement avec des drones basés au Niger pour combattre efficacement les djihadistes.

La dégradation de la situation au Sahel, et plus particulièrement dans le centre du Mali, limitrophe du Burkina Faso et du Niger, causée par des attaques djihadistes, avait conduit les pays de la région, lors d'un sommet en février dernier, dans la capitale malienne, à réactiver le projet de création de la force conjointe.

Cette force a déjà reçu le soutien de l'Union africaine (UA), de l'Union européenne – assorti d'une promesse de 50 millions d'euros sus-évoqués - puis le 21 juin du Conseil de sécurité de l'ONU, qui a salué sa création.

N.N'G.

MIGRATIONS

L'Italie estime que la situation a atteint ses limites

Rome menace de fermer ses ports aux associations de secours aux migrants en Méditerranée, car elle ne peut plus se débattre seule face au phénomène.

L'Italie se dit littéralement « fatiguée » d'être abandonnée par tous ceux qui la regardent se débattre seule face au flot des migrants. Les arrivées, à partir des côtes libyennes, ont redoublé à la faveur du beau temps chaud qui règne aujourd'hui sur l'Europe du sud. « On ne peut plus continuer comme ça », a affirmé jeudi un officiel gouvernemental. Plus de 73.300 migrants sont arrivés sur le territoire italien depuis le début de l'année, en hausse de plus de 14% sur la même période en 2016. Rien qu'entre dimanche dernier et mardi, les garde-côtes italiens disent avoir secouru plus de 10.200 migrants au large des côtes libyennes.

Et cette situation commence à pousser l'Italie vers l'exaspération. « Si on continue avec ces chiffres, la situation va être ingérable, même pour un pays

grand et ouvert comme le nôtre », a estimé le président Sergio Mattarella, chef de l'Etat italien, d'habitude si « zen ». Le représentant italien à l'Union européenne, Maurizio Massari, a rencontré jeudi à Bruxelles le commissaire européen chargé de l'Immigration, Dimitri Avramopoulos, et lui a remis une lettre dans laquelle l'Italie explique qu'après les dernières arrivées massives de migrants sur ses côtes, « la situation a atteint la limite du supportable ». L'Italie appelle depuis des années les autres membres de l'Union Européenne à la solidarité et à une répartition du poids de ce phénomène. Son exaspération actuelle commence à être entendue en Europe. « Nous comprenons les inquiétudes de l'Italie et nous soutenons son appel à un changement de la situation », a déclaré une

porte-parole de la Commission Européenne. Mais « tout changement de politique devrait d'abord être discuté avec les autres Etats membres et aussi communiqué correctement aux ONG qui utilisent ces bateaux pour qu'elles aient le temps de se préparer », a ajouté Mme Natasha Bertaud, la porte-parole.

Plus de solidarité

De son côté, l'ONU rappelle aussi les nations européennes à l'impératif de solidarité avec l'Italie. Le haut-commissaire du HCR, Filippo Grandi, a demandé plus de soutien international pour l'Italie. « Ce qui arrive devant nos yeux en Italie est une tragédie ». Cette situation « ne peut pas être seulement un problème italien. Il s'agit surtout et avant tout d'un problème d'importance internationale, requérant une approche régionale concertée et commune », a-t-il estimé. « Nous sommes seulement au début de l'été, et sans action collective, nous ne pouvons que nous at-

tendre à plus de tragédies en mer », a-t-il ajouté.

Pour lui, la communauté internationale doit, entre autres, « s'attaquer aux racines profondes derrière les pressions migratoires, créer une meilleure protection pour les personnes en transit, et lutter contre la contrebande et le trafic ». Car la poursuite et l'aggravation du phénomène des flux migratoires s'accompagne des drames habituels, des noyades à répétition notamment. Sans parler du nombre d'enfants non accompagnés qui lui aussi a augmenté de 109% entre 2015 et 2016 pour atteindre 25.846 à la fin de l'année dernière.

Les ministres de l'Intérieur français, italien et allemand devaient se concerter dimanche soir à Paris pour une « approche coordonnée » afin d'aider l'Italie à faire face à l'afflux de migrants dans ses ports. Les ministres Gérard Collomb, Marco Minniti et Thomas de Maizière ainsi que le commissaire européen

chargé des migrations Dimitris Avramopoulos entendent « voir comment on peut mieux aider les Italiens », en amont de la réunion informelle des ministres de l'Intérieur de l'UE jeudi prochain à Tallinn, en Estonie.

Interrogé sur les flux et la menace italienne de bloquer ses ports, le cardinal Peter Kodwo Appiah Turkson du Vatican a reconnu que le problème devait impliquer plus de monde. S'il reconnaît que « la décision des Italiens est interne à l'Europe », c'est pour ajouter aussitôt : « on ne peut pas s'occuper de ces questions seulement en Europe ». Le haut-prélat, une des plus grandes figures africaines aux côtés du pape, estime qu'il faut « traiter cette question à la source par l'angle du développement, faire en sorte que les gens n'arrivent plus ainsi en Europe. C'est comme un robinet avec l'eau qui s'écoule: il ne faut pas juste sécher, mais fermer le robinet ».

Lucien Mpama

CINÉMA

La mort de Fantozzi

Acteur comique italien de la trempe des Louis de Funès, Paolo Villaggio, plus connu sous son pseudonyme d'acteur de Fantozzi, est décédé à Rome lundi.

Des quatre coins d'Italie sont arrivés lundi les témoignages de grande estime de toute la Péninsule à l'endroit de l'acteur comédien Paolo Villaggio décédé. Plus connu sous son pseudonyme de Fantozzi, du nom du personnage Ugo Fantozzi créé par lui-même, l'acteur a tourné dans des centaines de film amusant l'Italie et le monde. Parmi les messages de condoléances parvenues à sa famille lundi, on a compté celui venu de Russie.

Le correspondant de l'agence officielle russe TASS a écrit que Fantozzi a incarné, avec son personnage d'Ugo Fantozzi, petit comptable minable toujours « looser » dans les situations les plus grotesques, une sorte de « Gogol à l'italienne ». Paolo Villaggio s'est éteint dans son lit à l'hôpital romain Agostino Gemelli, l'hôpital des papes, à l'âge

de 84 ans. Depuis longtemps il était malade et son hospitalisation a été justifiée par des complications de diabète.

Mais même dans la mort, le comédien est resté un homme prenant tout en dérision. Car ses enfants Elisabeta et Pierfrancesco ont raconté que leur père qui, il n'y a pas longtemps encore mimait ses propres funérailles Place Saint-Pierre, est décédé lundi à l'aube « sans se rendre compte de rien ». Un peu comme en blaguant. Le ministre italien de la Culture, Dario Franceschini, a salué « un auteur et un acteur extraordinaires ».

Pour lui, « Paolo Villaggio a traversé avec verve, ironie et une profonde intelligence les différentes étapes du cinéma italien à travers son invention littéraire du comptable Ugo Fantozzi, la transposition de

ce personnage au cinéma pour terminer sous la direction de Federico Fellini », le grand réalisateur. Le président Sergio Mattarella, la classe politique et le monde du théâtre ou du cinéma ont salué « un grand acteur qui était le résumé des travers de tous les Italiens », comme l'a souligné un journal lundi matin.

D'ailleurs, lui-même était conscient d'être un concentré de toutes les vicissitudes de la vie dont il vaut mieux rire pour ne pas avoir à en pleurer. « Disons tout de suite clairement que Fantozzi c'était moi. Evidemment, non sans quelque paradoxe, mais c'était l'autoportrait d'un perdant que je connais bien », indiquait-il dans une interview à la presse, il y a deux ans. « Un talent comique extraordinaire qui a enseigné à des générations d'Italiens à reconnaître leurs propres 'tics' », a affirmé le Premier ministre Paolo Gentiloni sans risque d'être démenti.

Lucien Mpama

NÉCROLOGIE



Daniel Isaac Itoua et les ressortissants des villages Kayi et Mbandza-Kolima (dans le district d'Ongogni) à Brazzaville ont la profonde douleur d'annoncer aux amis et connaissances la mort survenue le 24 juin dernier au CHU de Brazzaville de leur soeur, fille et nièce Ngala Thérèse Galessami. Le deuil se tient au 26, rue Ndzabi, Mikalou II, derrière Ciespac. L'inhumation est prévue pour ce mardi 4 juillet 2017.

Brice Bakouma, agent des Dépêches de Brazzaville, la famille et enfants Massamba ont le regret de vous annoncer le décès de leur père Joachim Massamba, Pr à la Faculté des sciences et ancien directeur général de l'enseignement supérieur, survenu le 29 juin 2017 à Brazzaville.

La veillée se tient à Sonaco (Moukondo) non loin de l'ex boulangerie François Mpélé. La date de l'inhumation vous sera communiquée ultérieurement.



IN MEMORIAM

02 juillet 2013 -

02 juillet 2014

Cela fait un an qu'il y a eu les disparitions de Mme Youdi née Dianzinga Angélique et de son fils Youdi Nkounkou Maixent Aymard.



En ce jour de triste anniversaire, Etienne Youdi, les enfants Youdi, Aline Aurélie, Judith Flore et famille demandent à tous ceux qui l'ont connu d'avoir une pensée pieuse en leur mémoire.

UNE ADRESSE E-MAIL
POUR NOUS ENVOYER VOS ANNONCES
PLUS RAPIDEMENT

regie@lesdepechesdebrazzavilles.fr

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

www.lesdepechesdebrazzaville.fr

LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Un Espace de Vente
Une sélection unique de la
LITTÉRATURE CLASSIQUE
(africaine, française et italienne)
Essais, Romans, Bandes dessinées,
Philosophie, etc.












Un Espace culturel pour vos Manifestations
Présentation des ouvrages, Conférences-débats, Dédicaces
Emissions Télévisées, Ateliers de lecture et d'écriture.

 Brazzaville : 84 bd Denis Sassou N'Guesso
immeuble les Manguiers (Mpila), Brazzaville
République du Congo

Horaires d'ouverture:
Du lundi au vendredi (9h-17h)
Samedi (9h-13h)



FESTIVAL

La deuxième édition du Fiimtafrica a été lancée

Les activités de la deuxième édition du festival international des instruments de musique traditionnels africains (Fiimtafrica) a démarré le 3 juillet à l'Institut français du Congo, sur le thème « Préserver les patrimoines ancestraux de nos cultures », un musicien, un instrument.

Organisé par l'Association Cultures Sans Frontière et parrainé par l'Unesco en partenariat avec l'Institut Français du Congo et l'ambassade de Turquie au Congo, le Fiimtafrica qui se tient du 3 au 7 juillet s'articule autour de plusieurs activités notamment des spectacles, des ateliers d'initiation, des expositions des instruments, photos et tableaux, des créations musicales, des conférences-débats et la réalisation d'un documentaire sur les instruments de musique traditionnels africains.

Des artistes viendront du Cameroun, de la République démocratique du Congo, de la Turquie, de la République du Congo. Ils animeront tour à tour de lundi à jeudi de 9h à 11h des différents ateliers sur l'initiation à la sanza, au balafon (Madimba), au Mvet, au tam-tam et Djembé, à la fabrication de sanza, Ngoma, djembé.

La création musicale aura lieu de mardi à vendredi de 11 h à 13 h alors que la conférence-débat est prévue le vendredi à 15 heure. La journée de mercredi sera consacrée à partir de 16 h à l'espace Mild -vie, au terrain Hugos vers le cercle Sony Labou aux contes, spectacles, danses au rythme du tam-tam autour du feu de bois, les tambours du Congo. Un village du festival sera construit à l'honneur des ancêtres.

La cérémonie d'ouverture aura lieu le mardi 4 juillet en soirée avec la prestation des différents groupes à savoir : le Ballet national du Congo, Gokhan, EKIM, Rufin Koubemba, Gladys Samba, François Alima, Blaise Mbemba, Huguette Tounga, Elie Liberat et son groupe « Tawa ». L'entrée à ces spectacles est payante.

La clôture interviendra le vendredi à 19 h par la remise du prix Fiimtafrica pour le meilleur instrument de musique traditionnel africain par l'Unesco.

Rappelons que ce festival a été créé, entre autres, pour revaloriser les instruments de musique traditionnels africains à travers le monde, initier les jeunes à jouer ces instruments, préserver l'authenticité instrumentale léguée par nos ancêtres,

Rosalie Bindika

FRANCE

Le Congo s'invite dans l'Oise

Marcelle Ayessa-Fauveau, fondatrice du magazine Bantuenia, et son association Bantu dans l'Oise organiseront du 1^{er} au 3 septembre 2017 « Le Mbongui », un événement autour de la culture du Congo dans la commune de Poix de Picardie, non loin d'Amiens

Amener le Congo dans un coin de France, c'est la promesse que veut faire vivre Marcelle Ayessa-Fauveau aux habitants de Poix de Picardie. La congolaise qui exerce le métier de correspondante de presse pour le compte d'un hebdomadaire local ne manque de susciter la curiosité des personnes de la région dans le cadre de son travail. Elle souhaite grâce au Mbongui briser la glace avec les habitants. « Je suis un relais et mon rôle est de prendre le temps d'expliquer la culture du Congo. Le Mbongui est un lieu de jugement s'il faut prendre ses origines premières mais c'est aussi un lieu d'échanges et de partage », explique-t-elle.

Le Congo y sera célébré pendant trois jours à travers la musique, le cinéma, la cuisine, l'art et la mode. Ainsi, le public fran-



Marcelle Ayessa-Fauveau ©DR

çais découvrira le Congo-Brazzaville en visitant une exposition de photos sur le quotidien dans ce pays, présentée par Cynthia Samba. Carine Runavot, créatrice des bijoux Nkenda Style, sera également présente pour présenter ses créations. Le samedi sera consacré aux plus

jeunes avec des ateliers maquillage ou tresse, conte et la présentation des jeux congolais aux enfants.

La journée se terminera en beauté avec la soirée de gala au cours de laquelle les participants pourront notamment admirer un grand défilé de mode de la styliste Séraphine avec sa marque Campbell Imaya. Le dimanche, les visiteurs vont découvrir les stands de vente d'objets ainsi qu'un salon de thé permettant de goûter les infusions typiques du Congo telles que le boulokoutou ou la citronnelle mais également de déguster des beignets et du poisson braisé. « La peur de l'autre n'est motivée que par la méconnaissance. Avec le mbongui nous marquons un temps d'arrêt pour apporter des réponses aux

peurs non avouées », renchérit Marcelle Ayessa-Fauveau. Le Mbongui s'annonce comme un magnifique voyage immobile au Congo.

Réservations : stands et Soirée de gala au 06 77 85 69 98 bantudansloise@bantuenia.org

Rose-Marie Bouboutou

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE
www.lesdepechesdebrazzaville.com

BON PLAN RECRUTEMENT

Distribuez nos produits & Gagnez de l'argent

FILLES JEUNES ET DYNAMIQUES rejoignez notre équipe marketing

Brazzaville : 05.532.01.09
Pointe-Noire : 06.963.31.34

84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo

FOOTBALL

Ganvoula buteur en match amical



Silvère Ganvoula et ses coéquipiers, en Autriche (crédits photos rsca.be)

Vendredi, le Sporting Club d'Anderslecht affrontait, à l'occasion du premier match amical de la saison, les amateurs d'Oudenaard. Titulaire, Sylvère Ganvoula a égalisé à la 11e minute. Puis s'est illustré, en seconde période, par une tête sur la barre transversale et une reprise sur le poteau. Les Mauves l'ont finalement emporté 3-1.

Hier, dimanche, les champions de Belgique en titre, désormais au

complet (hors éventuels départs et arrivées du mercato) se sont envolés vers l'Autriche et ont posé leurs bagages pour six jours à Saalfelden. Prochain match de préparation le 15 juillet face à Lierse.

Charleroi en stage sans Francis N'Ganga

À sa demande, Francis N'Ganga n'est pas parti en stage avec son équipe. Les Zèbres de Charleroi sont en effet aux Pays-Bas, à Mierlo, depuis samed

di. Sans leur international congolais, autorisé par sa direction à ne pas venir. Pour y négocier un transfert ? Joint en fin de semaine, le buteur de Khartoum a nié tout contact avec le club turc de Sivasspor. Mais son départ, après 5 saisons pleines, se précise. Malgré les deux années optionnelles qui le lient encore au club carolo. Pour bons et loyaux services, la direction facilitera son départ.

Camille Delourme

PROCESSUS ÉLECTORAL

L'ONU exige «un calendrier officiel» des élections

Les Nations unies ont exigé samedi à Kinshasa la publication d'un calendrier électoral officiel à six mois de la date prévue pour l'organisation de la présidentielle et des législatives en République démocratique du Congo.

«J'appelle la Céni (Commission électorale nationale indépendante) à publier sans plus tarder un calendrier officiel et consensuel pour l'organisation [des] élections», a écrit dans un communiqué Maman Sidikou, représentant spécial du secrétaire général des Nations unies en RDC. «Ce n'est pas Maman Sidikou qui va violer l'indépendance de la Céni, il ne lui revient pas de donner des injonctions à la Céni», a réagi auprès de l'AFP Jean-Pierre Kalamba, porte-parole de cette institution. M. Kalamba soutient, par ailleurs, que la publication du calendrier électoral est tributaire du vote par le Parlement d'une nouvelle loi électorale.

Les députés et sénateurs sont en vacances et la prochaine session parlementaire ne s'ouvrira que le



Maman Sidikou, représentant spécial du secrétaire général des Nations unies en RDC

15 septembre. La RDC traverse une crise politique profonde, aggravée par le maintien au pouvoir du président Joseph Kabila dont

le mandat s'est terminé le 20 décembre 2016. Âgé de 46 ans, M. Kabila est au pouvoir depuis 2001, la Constitution lui interdit

de se représenter. Il se maintient à la tête du pays en vertu d'une décision controversée de la Cour constitutionnelle, entérinée par

un accord signé le 31 décembre dernier entre la majorité et l'opposition.

Ce compromis prévoit l'organisation de la présidentielle et des législatives en décembre 2017. Le respect de cette échéance est aujourd'hui hypothétique. L'accord de la Saint-Sylvestre prévoit également la nomination d'un Premier ministre issu de l'opposition pour diriger un gouvernement de l'unité. M. Sidikou a rappelé à «tous les signataires de l'accord du 31 décembre 2016 leur obligation de mettre en œuvre intégralement et de bonne foi cet accord». «L'Organisation des Nations unies rappelle que cet accord constitue la seule voie viable et pacifique pour sortir de l'impasse actuelle et pour aboutir à l'organisation d'élections paisibles et crédibles».

Le 23 juin, les évêques catholiques, médiateurs de cet accord, ont invité les Congolais à se mobiliser et à se mettre «debout» pour demander son application intégrale.

AFP

SANCTIONS OCCIDENTALES

Kinshasa fait appel à la solidarité africaine

Outre la paix et la sécurité, les participants au 29^e sommet de l'Union africaine, ouvert le 3 juillet à Addis-Abeba, auront également à débattre des sujets ayant trait aux conflits en Afrique, mais aussi à discuter sur la redynamisation de l'organisation panafricaine à la lumière de la tension, déjà perceptible, entre la RDC et ses partenaires occidentaux.

Pendant deux jours, les projecteurs de l'actualité sont tournés vers la capitale éthiopienne prise d'assaut par des chefs d'Etat et de gouvernement des pays

membres de l'Union africaine. Ces assises sont d'une grande importance au regard des matières à débattre qui, dans une large mesure, s'inscrivent dans la logique de redéfinition des rapports entre l'Afrique et ses partenaires occidentaux.

Le continent noir en quête d'une autonomie financière entend ainsi s'affranchir d'une tutelle occidentale devenue ennuyeuse et asphyxiante en vue de son émancipation. Placées sur le thème de l'investissement dans la jeunesse, ces assises

restent toutefois ouvertes à d'autres sujets d'actualité ayant trait aux conflits en Afrique, notamment en Libye, en Somalie et ailleurs avec, en toile de fond, la réforme de l'organisation panafricaine en vue de sa redynamisation.

La RDC représentée au plus haut niveau avec la présence remarquée du président de la République, Joseph Kabila Kabange, entend aussi jouer sa partition sur le point lié à l'interventionnisme occidental sur le continent, ou mieux sur l'immixtion occidentale

dans la crise congolaise.

Là-dessus, la RDC dont les relations sont déjà très tendues avec les Occidentaux espère obtenir le soutien d'autres Etats africains contre les sanctions de l'Union européenne et des États-Unis infligées à plusieurs de ses officiels, accusés d'abus sur les droits de l'Homme et d'entrave au processus démocratique.

C'est donc à un forçage que se livre la diplomatie congolaise qui fait désormais de l'Afrique une de ses nouvelles priorités en cliquant sur le clavier de la solidarité africaine afin d'obtenir gain de cause dans la crise qui s'est installée entre le pays et ses principaux soutiens occidentaux. Sur ce front, la RDC, qui avait déjà expérimenté la force de l'entente parfaite au cours de la 35^e session des droits de l'Homme à Genève ayant vu les délégués africains peser sur la décision de la Commission des droits de l'Homme de l'ONU de ne pas initier une enquête internationale sur les violences au Kasai, entend maintenir la flamme de l'unité africaine à Addis-Abeba.

Les Etats amis vont sans aucun doute faire front et se liguer contre les sanctions américaines et européennes pour lesquelles l'Afrique cherche à adopter une po-

sition allant dans le sens de soutenir la RDC face à l'ingérence occidentale. Le Rwanda, la République du Congo, l'Angola, le Tchad, le Gabon, l'Ouganda, la Guinée Equatoriale et d'autres Etats africains s'inscrivent, d'ores et déjà, dans la logique d'un soutien tous azimuts à la RDC, quand bien même certains îlots démocratiques à l'instar du Cap Vert ou de l'île Maurice, peuvent toujours prendre le contre-pied de l'aspiration générale.

En parlant d'une et une seule voix sur le dossier des sanctions américaines et européennes à l'encontre des officiels congolais, il va sans dire que l'Afrique donnera là un signal fort quant à son désir d'affranchissement réel vis-à-vis de l'ingérence occidentale dans les affaires relevant de la souveraineté de ses Etats.

Depuis juin 2016, dix-sept personnalités au pouvoir ont été progressivement inscrites sur la liste des sanctions individuelles (gel d'avoirs et interdiction de visa) édictées par l'Union européenne et les États-Unis. Celles-ci se sont d'abord focalisées sur les principaux dignitaires de l'appareil sécuritaire jusqu'à inclure par la suite plusieurs responsables politiques.



Joseph Kabila et ses homologues africains à l'ouverture du sommet

VIE DES PARTIS

Ujana installe sa sous-coordination de Likasi

Ce mouvement citoyen, qui milite pour la promotion des valeurs républicaines, veut quadriller toute l'étendue du territoire national. Actuellement, l'heure est à l'installation de ce mouvement dans les provinces.

C'est dans ce cadre qu'est intervenu dernièrement l'installation des membres du bureau du mouvement citoyen Ujana pour la sous-coordination de la ville de Likasi dans la province du Haut-Katanga. Avant l'installation de la sous-coordination d'Ujana à Likasi, le président de ce mouvement citoyen, le Dr Félix Momat, accompagné d'une grande délégation de la coordination Ujana Haut-Katanga, a été reçu par le maire de la ville, Petwe Kapande. Fé-

lix Momat est allé lui présenter ses civilités. Cette rencontre s'est passée dans une ambiance bon enfant.

Ce n'est qu'après cette rencontre que le président d'Ujana s'est rendu dans la salle Citadella qui était pleine comme un œuf. Ici, le maire de la ville a été représenté par le bourgmestre de la commune de Likasi. Devant une foule immense, le Dr Momat a expliqué la mission de son mouvement. Il a insisté sur les valeurs d'un mouvement citoyen qui ne sont rien d'autres que celles de faire pression sur les politiques de tout bord pour la sauvegarde et la pérennisation des valeurs républicaines. Il a, par ailleurs, invité tous les jeunes de Likasi à se préparer adéquatement aux élections

avenir, seul moyen démocratique pour le renouvellement de la classe politique.

Le président national d'Ujana n'a pas manqué de rendre un hommage mérité au président de la République, Joseph Kabila, pour tous les efforts entrepris sous son leadership pour le rétablissement de la paix sur toute l'étendue du territoire national, « *paix sans laquelle la cérémonie du jour n'aurait pas eu lieu* », a-t-il déclaré. Les participants à cette manifestation ont eu une petite séance d'immersion à l'idéologie Ujanaise, avant l'installation effective du comité de la sous-coordination Likasi, chapeauté par Gary Onyumbé qui a sanctionné cette manifestation.

Aline Nzuzi

ENVIRONNEMENT

Exercice d'évacuation en cas d'éruption volcanique à Goma

Plus d'un millier de personnes ont participé lundi à un exercice d'évacuation en cas d'éruption volcanique à Goma, ville de l'est de la République démocratique du Congo située dans la zone d'activité du célèbre volcan Nyirangongo.

Sous le coup de 07h30 (05h30 GMT) des sirènes ont retenti dans quatre quartiers nord de Goma, capitale de la province du Nord-Kivu en proie régulièrement à des éruptions du Nyirangongo qui surplombe la ville située à une vingtaine de kilomètres au nord, invitant les

attachés à des cordes, deux colonnes humaines ont convergé vers le stade Afia où des tentes étaient plantées.

Les trois kilomètres du trajet ont été parcourus à près de trois heures par de petits groupes de dix à vingt personnes dans un vacarme de sirènes et des cris. « *Nous faisons un exercice de simulation d'une éruption volcanique afin de préparer les 500 familles qui sont sur d'éventuelles trajectoires de coulée de lave à comment se comporter en cas d'activité volcanique d'envergure* », a déclaré à l'AFP Joseph Makun-

lièrement le Nyirangongo, de la chaîne des Virunga, dont les laves peuvent atteindre Goma en moins d'une heure », a prévenu le vice-gouverneur du Nord-Kivu Feler Lutaichirwa.

L'exercice devait se terminer à 13h00 (11h00 GMT), après des conseils pratiques sur des gestes à observer, les objets à emporter et comment s'aligner pour ne pas gêner la progression, a expliqué M. Makundi. La dernière éruption de Nyirangongo, haut de plus de 3.000 m, remonte au 17 janvier 2002. Elle avait causé la mort de plus d'une centaine de personnes, couvrant de larve



Éruption du volcan Nyamulagira à 22 Km de Goma

habitants à évacuer les lieux. Matelas ou baluchons accrochés aux vélos et motos pour certains, ustensiles de cuisines et meubles portés sur la tête pour d'autres, entraînant dans leurs marches des enfants ou encore tirant des animaux domestiques

di, chef du service de Protection civile du Nord-Kivu. « *La population est tenue à observer les consignes des experts de l'OVG (Observatoire volcanologique de Goma) parce qu'ils suivent au quotidien l'évolution des volcans* » de la zone, particu-

quasiment toute la partie est de Goma, y compris la moitié de la piste de l'aéroport de la ville. L'éruption la plus meurtrière avait eu lieu en 1977 avec un bilan de plus de 600 personnes tuées.

AFP

SANTÉ

Fin de l'épidémie d'Ebola en RDC

Au cours d'une communication faite à la presse, le ministre de la Santé publique, le Dr Oly Ilunga, a déclaré la fin de l'épidémie de la maladie à virus Ebola en RDC, précisément à Likati, territoire d'Aketi dans la province du Bas-Uélé.

En déclarant la fin de la huitième résurgence de la maladie à virus Ebola en RDC, le ministre de la Santé publique a rappelé à l'opinion que tous les efforts doivent maintenant s'orienter vers la stabilisation et la résilience du système de santé de la province du Bas-Uélé qui a été fortement déstabilisé.

Sans renforcement du système, aucune surveillance épidémiologique efficace n'est possible. « *J'appelle donc à la mobilisation générale pour la reprise des activités programmées dans la mise en œuvre du Plan stratégique national de développement sanitaire* », a-t-il insisté. Au total en date du 1er juillet, le Comité international de coordination scientifique et technique, avec l'implication des sous-commissions œuvrant sur le terrain, a comptabilisé huit cas dont trois probables, car antérieurs à l'investigation, et cinq confirmés au laboratoire. De tous ces cas, quatre sont décédés. Cent et cinq patients suspects qui répondaient à la définition des cas ont tous été testés négatifs. Cinq cents quatre-vingt-trois personnes ayant été en contact avec des cas suspects ont été suivies pendant vingt et un jours chacun et cent trente-sept échantillons ont été prélevés et examinés,

Depuis le 2 juin, aucun autre nouveau cas confirmé à virus Ebola ni par PCR ni par sérologie n'a été enregistré dans le Bas-Uélé. Après une observation d'une période de quarante-deux jours, soit deux fois vingt et un jours sans aucun nouveau cas confirmé enregistré, et comme l'exige la réglementation sanitaire en matière de surveillance des FHV, il convient de déclarer la fin de l'épidémie.

C'est le 11 mai que le ministre de la Santé publique avait déclaré la survenue de la maladie à virus Ebola en RDC. Depuis cette date, toutes les stratégies ont été mises en place pour endiguer la propagation de cette maladie. Pour organiser la riposte sur le terrain, les sept commissions du Comité national de lutte contre les épidémies basé à Kinshasa avec l'appui de partenaires a mené plusieurs interventions, notamment le déploiement à partir de Kinshasa d'une équipe d'intervention rapide composée d'épidémiologistes, biologistes, vétérinaires, logisticiens, cliniciens et spécialistes en eau, hygiène et assainissement ; le déploiement et de l'installation de deux laboratoires mobiles à Likati et à Buta pour faciliter la confirmation rapide des cas ; l'instauration des soins de santé gratuits pour la population de Likati. Il a été aussi organisé des campagnes de communication et de sensibilisation de la population pour la prévention ; la prise en charge psychosociale des victimes d'Ebola et de leurs familles.

A.Nz.

FRANC CONGOLAIS

Une envolée générale des prix

Selon l'Institut national de la statistique (INS), la situation en fin juin 2017 révèle une inflation de près de 8 % à Kinshasa. Au niveau national, cette pression inflationniste s'établit autour de 7,4 %. À la même période, cette fois en 2016, l'inflation n'a pas dépassé la barre de 0,5 % tant à Kinshasa qu'à l'échelle du pays.

D'où l'inquiétude grandissante sur l'inefficacité des mesures pour stopper la tension inflationniste.

La conséquence de la volatilité du cadre macro-économique est une nette augmentation des prix intérieurs à la fin du premier semestre 2017. Entre le 26 juin et le 1er juillet 2017, la remontée de l'inflation était liée directement à la dépréciation du franc congolais sur le marché de change. Au cours de cette semaine, on a enregistré une inflation de plus de 1 %, s'établissant à 1,5 % au niveau national et près de 1,6 % à Kinshasa.

Cela s'est traduit sur le terrain par une hausse des prix sur le marché, notamment les loyers, les meubles, les articles de ménage et entretien courant de maison, les appareils électroménagers, les matériaux de construction, les pièces de rechange des véhicules, etc. La même tendance haussière alarmante est signalée dans les domaines plus vitaux comme les produits pharmaceutiques, les examens et services médicaux, les services des transports et l'habillement. La liste est plus longue si l'on ajoute les produits alimentaires de divers ordres dont les poissons surgelés et salés, les laits et produits laitiers, les viandes et autres produits alcoolisés.

Laurent Essolomwa

ATELIERS DE FRANÇAIS

Lancement de la 3^e édition au Centre culturel Jean-Baptiste-Tati-Loutard

Les élèves des classes de CM1 et CM2 de la ville océane participent, depuis le 3 juillet, aux ateliers de perfectionnement des acquis de base en langue française organisés par le Centre culturel Jean-Baptiste-Tati-Loutard, en partenariat avec la Société Chevron Overseas Congo Limited, en présence des autorités de la ville, des responsables de l'enseignement et des invités.



Les enfants au lancement des ateliers de français crédit photo «Adiac»

Depuis trois ans, les ateliers de français qui ont lieu pendant les grandes vacances permettent d'occuper les enfants. Ils constituent aussi un moyen pour eux d'acquiescer les outils nécessaires pour une bonne pratique de la langue française, à savoir la compréhension écrite, la compréhension orale, l'acquisition écrite et l'expression orale. Une initiative encouragée par Marcel Poaty, président de l'association Pointe-Noire dynamique culturelle qui a loué l'engagement et l'appui de Chevron Overseas Congo Limited sans oublier la disponibilité des enseignants qui ne ménagent aucun effort pour transmettre leur savoir aux enfants. «*Elaborés selon l'approche de la pédagogie des centres d'intérêt, les programmes en vigueur à chaque atelier sont exécutés à travers la mise en œuvre des méthodes actives dites concrètes et participatives, basées sur la responsabilité de l'apprenant reconnu comme artisan de son apprentissage. S'agissant de nos activités pédagogiques, celles-ci sont centrées surtout sur l'orthographe, la grammaire, la conjugaison, le vocabulaire, la lecture, l'écriture et l'expression écrite. Pour cette troisième édition, nous allons nous appesantir également sur les programmes relatifs au développement durable qui porte sur la protection et la préservation de l'environnement d'une part et sur l'éducation civique, l'éducation morale et pour la paix qui cultive le « vivre ensemble » d'autre part*», a dit Gilbert Oko, un des encadreurs de l'atelier. Et d'ajouter : «*Les stratégies d'enseignement généralement utilisées sont celles qui relèvent de la dynamique de groupe alternant avec le travail individuel et le tutorat afin d'atteindre les objectifs poursuivis, à savoir remédier les insuffisances linguistiques souvent manifestes auprès des apprenants inscrits, renforcer les acquis de base assez souvent peu assimilés et enfin consolider les compétences*

déjà installées et celles en cours d'assimilation ».

En accompagnant cette louable initiative, Chevron veut pallier les difficultés d'apprentissage de la langue française observée dans la jeune population estudiantine de la ville. «*Vous conviendrez que ces lacunes dans les compétences de base de maîtrise de cette langue, qui est la langue officielle de notre pays, seront un obstacle réel dans leurs capacités d'apprentissage tout au long de leur cursus scolaire, universitaire et deviendront un sérieux handicap lorsque ces enfants, devenus adultes, se retrouveront sur le marché du travail. Il était donc primordial pour Chevron et ses partenaires de réfléchir aux moyens de s'attaquer à cette problématique, d'où notre engagement depuis plusieurs années aux côtés de la direction départementale de l'Enseignement primaire, secondaire et de l'Alphabétisation et du Centre culturel Jean-Baptiste-Tati-Loutard pour la mise en œuvre de ce programme qui se déroule pendant trois mois* », a renchérit dit Katia Mounthault, directrice des relations publiques et institutionnelles à Chevron.

Afin de garantir la réussite des ateliers, l'assiduité des enfants qui participent au programme, le relais des parents dans le suivi scolaire de leurs enfants et l'amélioration des acquis de l'approche pédagogique de ce programme, qui intègre le côté ludique aux méthodes d'apprentissage des élèves afin de dépasser le niveau des résultats de l'an dernier, sont plus qu'impératifs, a-t-elle poursuivi. Deux cents enfants prennent part à ces ateliers jusqu'au 30 septembre. Tous les élèves recevront un kit scolaire (cahiers, livres, stylos, etc.) à la fin de la formation sauf ceux qui vont totaliser cinq absences ou plus, a dit Alain-Rock Ngoma, directeur du Centre culturel Jean-Baptiste-Tati-Loutard avant de rassurer les parents que tout le kit de formation (stylos, crayons, cahiers, etc.) est à la charge des organisateurs.

Hervé Brice Mampouya

POINTE-NOIRE

Troisième édition du Salon de l'immobilier, de la construction, de l'habitat et de la décoration du Congo

Pour la troisième année consécutive, à Pointe Noire au Congo, les différents acteurs du foncier, les promoteurs, les banquiers, les assureurs, les agents immobiliers, les constructeurs, les terriens, les cadres et techniciens du ministère des Affaires foncières et du domaine public se retrouvent à nouveau entre exposants du 29 au 31 août, avec un programme de conférences dédié.

Initié par l'association pour l'aménagement et la gestion environnementale des villes urbaines du Congo, en sigle, « 2AGEVUC » et en appui du ministère des Affaires foncières et du domaine public, se tiendra dans la capitale océane, à l'hôtel Elais, durant trois jours, le salon de découverte et d'échange entre les différents acteurs qui interviennent dans la chaîne de



l'immobilier, depuis l'acquisition foncière jusqu'à la commercialisation. Un salon permettant à la fois : de jouer son rôle de salon, de proposer un programme

et d'assurer aux visiteurs et aux exposants des rendez-vous d'affaires.

Ce salon annuel semble être désormais ancré dans les agendas des professionnels du secteur, assurent les organisateurs. Et d'expliquer qu'il constitue également, pendant trois jours, pour les porteurs de projets, le lieu qui leur permettra de recueillir toutes informations complètes propices à leur élaboration. Du côté des exposants, ils auront l'opportunité de communiquer, de valoriser leurs produits et services, de séduire de nouveaux clients.

À en croire le communiqué de presse, ce rendez-vous de l'immobilier témoigne de la volonté de « 2AGEVUC » d'accompagner le gouvernement de la République du Congo dans la mise en œuvre du programme du président Denis Sassou N'Guesso, notamment celui de la création d'emplois en faveur des jeunes.

Marie Alfred Ngoma

PUBLICATION

Caryl Sisto Obondoko Ellangui publie « La puissance de l'aumône »

Le nouveau roman de l'écrivain Caryl Sisto Obondoko Ellangui « La puissance de l'aumône » a été officiellement présenté au public au cours d'un point de presse organisé le 1er juillet au centre culturel Jean-Baptiste-Tati-Loutard situé dans le premier arrondissement Emery Patrice Lumumba en présence d'Alphonse N'kala, directeur départemental du Livre et de la Lecture publique à Pointe-Noire, des écrivains et de divers invités.

Vendu à 5000 FCFA, « La puissance de l'aumône » est un livre de 95 pages divisé en 8 chapitres, entre autres "La pauvreté", "L'aumône dans le Coran



et le Judaïsme", "5 raisons de pratique de l'aumône selon la Bible", "Une femme ressuscitée pour avoir pratiqué l'aumône" et autres.

Pour son auteur, l'aumône est une assistance que l'on apporte à une personne de manière désintéressée. La Puissance de

l'aumône permet de ressentir en la personne une conviction profonde d'aider les plus faibles, les veuves, les orphelins. Cette attitude n'est absolument pas le fruit du hasard mais du plan de Dieu à travers vous en vue de toucher votre prochain. Après avoir écrit « Une maladie incurable, ce n'est pas la fin du monde » en 2013 et « Ous n'êtes pas stérile » en 2014, l'auteur conduit les lecteurs à travers ce troisième ouvrage dans un tout autre sujet en apparence ordinaire : la pratique de l'aumône (l'assistance vers les pauvres). Ce livre éclaire donc sur les bienfaits de cette pratique qui est un outil puissant de bénédictions en faveur de la personne qui donne (en plus de la personne qui reçoit). «*Écrit dans un style enseignement, cet ouvrage permet d'éclairer l'ensemble du public et le peuple de Dieu sur un sujet parfois négligé dans les milieux ecclésiastiques*», a signifié Caryl Sisto Obondoko Ellangui.

En sa double qualité de directeur départemental du Livre et de la Lecture publique à Pointe-Noire et d'écrivain, il a expliqué : «*La puissance de l'aumône est un titre évocateur et interpelle dès sa première lecture. « L'aumône est sœur de la prière », a dit Victor Hugo. « L'aumône est une prière silencieuse », a dit Moïse Maimonide. « Reprenant Benoît XVI, Grifone dit, comme le saint père l'a rappelé, l'aumône est, avec la prière et la pénitence,*

l'une des pratiques traditionnelles du carême. Prière et pénitence ne suffisent pas pour entrer dans le royaume des cieux. Le Christ nous met en garde : ce ne sont pas ceux qui disent Seigneur, Seigneur qui rentreront dans le royaume des cieux. Il nous indique quel est le chemin obligé, celui d'ouvrir son cœur aux besoins matériels et spirituels des nécessiteux, de ceux qui souffrent. Lorsqu'il viendra dans sa gloire pour juger les vivants et les morts, le Christ appellera à lui ceux qui ont pratiqué la miséricorde, donné à manger, à boire, accueilli les étrangers, visité les prisonniers et il rejettera ceux qui ont fermé leur cœur au prochain (Mt 25, 31-46) », a-t-il rappelé.

De nationalité congolaise, Caryl Sisto Obondoko Ellangui est né le 21 avril 1981 à Milan en Italie. Il est diplômé de l'école Impact biblique internationale, Campus Pointe-Noire promotion 2002.

Il est président de l'Association de soutien aux orphelins du Congo qui vient en aide aux orphelins et aux enfants abandonnés dans les principales villes du Congo.

Certifié Coach en développement personnel au Centre national de formation à distance (CNFDI) de Brunoy (France) en 2017, sa passion est de voir la parole de Dieu se matérialisée dans la vie des gens. Il est marié et père de trois enfants.

S.I.

ELECTIONS LÉGISLATIVES ET LOCALES

Missatou Louis Gabriel a débuté sa campagne par un carnaval à Lumumba 2

Le candidat du Parti pour l'unité et la République (Club 2002 PUR) dans la deuxième circonscription du premier arrondissement (Lumumba 2), Missatou Louis Gabriel, a commencé sa campagne le 1^{er} juillet par un carnaval sur toutes les artères principales de sa circonscription électorale.

Accompagné par les membres de sa direction de campagne et d'une foule immense, le candidat du Club 2002 PUR, Missatou Louis Gabriel, a fait le tour de l'ensemble des quartiers qui composent Lumumba 2. S'adressant ainsi à son auditoire à la fois en français, en Kituba ou en Lingala, l'orateur a expliqué les principales ambitions de sa candidature contenues dans son projet de société dénommé « Mon projet pour Lumumba 2 ». « *Le lancement de cette campagne ensemble avec les populations de Lumumba 2 était notre principal objectif afin que nos adversaires politiques sachent que nous avons déjà bien occupé*



Le candidat Missatou Louis Gabriel tenant un discours aux habitants de sa circonscription électorale après le carnaval le terrain. Nous comptons sur vous pour une victoire finale. Ensemble, comme je l'ai dit, nous allons bâtir un arbre de victoire par ce que sur le plan de Dieu nous sommes plus que

jamais déjà vainqueurs », a indiqué Missatou Louis Gabriel. Interrogés au quartier général du candidat, Alain Makosso et Nadège Boudika, habitants de Lumumba 2, ont eu les mots suivants : « *Dans le contexte politique actuel caractérisé par une incertitude des hommes et des femmes susceptibles de représenter véritablement le peuple à l'Assemblée nationale, les Congolais doivent apprendre à faire la politique autrement. Pour nous, faire la politique autrement, c'est aussi avoir un Parlement, un hémicycle composé en majorité des jeunes en vue d'un avenir en marche. Notre candidat Missatou Louis Gabriel "Ya Gabi" est jeune, il bénéficiera de notre total soutien* », ont-ils déclaré. Notons que le carnaval qui a fait le tour de Lumumba 2 a drainé des jeunes et vieux y compris de curieuses personnes qui se sont placées de part et d'autre des artères pour voir celui qui vient solliciter leur suffrage afin de les représenter à l'hémicycle.

Séverin Ibara

HANDBALL

Patronage Sainte-Anne conserve ses deux fauteuils

Les deux formations de Patronage Sainte-Anne seniors hommes et dames ont été consacrées championnes de la Ligue départementale de handball de Pointe-Noire à l'issue du championnat qui s'est achevé le 2 juillet au stade Enrico Mattei, en présence du directeur départemental des Sports et de l'Education physique, Joseph Ndinga Biangou, des représentants de la Fédération congolaise de la discipline et de plusieurs autres invités.

Sans surprise, les équipes messieurs et dames de Patronage Sainte-Anne ont respectivement remporté les 11^e et 9^e titres départementaux qu'ils conservent depuis quelques années sans partage. Patronage messieurs a terminé sa compétition largement en tête après les trois tours sans failles. Cependant, son dauphin des cinq dernières années, l'AS Cheminot a chuté à

la 4^e place au profit de Munisport qui a fait un grand rebond à la deuxième place. CTAHB qui jouait sa deuxième saison consécutive en catégorie seniors a occupé la 3^e place. Ces quatre équipes représenteront le département de Pointe-Noire à la 40^e édition du championnat de handball prévu pour août 2017 à Oyo dans le département de la Cuvette.



Les deux meilleures équipes de handball de la Ligue de Pointe-Noire jubilant avec les deux trophées au centre

De même, chez les dames, Patronage qui vient d'ajouter son 9^e trophée sur son palma-

res est talonné par son sempiternel adversaire, l'AS Cheminots suivi de Banko. Ces trois équipes féminines seront également au rendez-vous d'Oyo. À l'issue des deux derniers matches du championnat qui ont vu la victoire tour à tour de Patronage hommes face à l'AS Cheminots, 40-20, et celle de Patronage dames face à Atlantic, le secrétaire général de la Ligue de handball de Pointe-Noire a vivement remercié les responsables des clubs et les différents partenaires pour leur soutien multiforme, notamment Eni Congo, pour l'octroi de son stade au profit du handball durant 4 mois. « *A tous ceux qui sont primés, nous vous demandons de redoubler d'effort,*

ne dormez pas sur vos lauriers car notre regard est fixé sur le département de la Cuvette, notamment à la sous-préfecture d'Oyo, qui abritera du 1^{er} au 10 août la 40^e édition du championnat national de handball seniors A », a indiqué Apollinaire Loukolo.

Clôture du championnat, le directeur départemental des Sports et de l'Education physique a fait observer une minute de silence pour rendre hommage à Prefils Ndenguisi, Ailier gauche de CTAHB, décédé lors du match contre Patronage comptant pour l'avant-dernière journée du championnat départemental. « *La direction départementale des Sports et de l'Education physique de Pointe-Noire compatit avec l'ensemble des handballeurs pour l'illustre disparu* », a-t-il ajouté. Classement général à l'issue du championnat seniors hommes : Patronage, Munisport, CTAHB, AS Cheminots, Asoc et Chez les dames : Patronage, AS Cheminots, Banko, Tié-Tié, Atlantic. Soulignons que chez les juniors hommes, trois équipes ont participé au championnat. Le classement à l'issue de ce championnat : 1^{er} CTAHB, 2^e Asoc et 3^e l'AS Cheminots.

Charlem Léa Legnoki



Les hommes de Régis Matongo après la victoire

QUARTS DE FINALE DE LA COUPE DU CONGO

Les Léopards simplifient leur équation à Owando

Les tenants du titre ont pris une sérieuse option vers la qualification pour les demi-finales. Les Léopards de Dolisie ont battu le 2 juillet au stade Marien-Ngouabi d'Owando l'AS Otoho 2-0 en match aller des quarts de finale de la Coupe du Congo

Les Fauves du Niari aborderont la manche retour prévue ce jeudi dans ses propres installations avec un avantage psychologique conséquent. Car à Owando, les Léopards de Dolisie ont été bien armés pour mettre un terme à une invincibilité de l'AS Otoho à Owando qui durait depuis le début de la saison. La Jeunesse sportive de Poto-Poto avait essayé mais son exploit n'était pas comptabilisé car ce match est à rejouer.

Battu 0-1 en championnat, l'AC Léopards de Dolisie avait à cœur l'envie de prendre sa revanche sur l'AS Otoho. Il a trouvé la formule dans leur deuxième confrontation qui se jouait dans le contexte différent que le premier, pour infliger aux locataires du stade Marien-Ngouabi leur première défaite de la saison à domicile. L'AS Otoho est donc très mal embarquée dans la mission qu'elle s'était fixée en premier à savoir : gagner la coupe du Congo pour assurer une place africaine. La faute, c'est à l'entame de match très catastrophique. Le temps du coup d'envoi de la rencontre a suffi pour conclure en moins d'une minute, la première attaque des Fauves du Niari. Winstone Kalengo lance en pro-



Winstone Kalengo, marquant l'action du 3^e but Adiac.

fondeur Heritier Ngouelou qui s'en va buter sur le gardien de l'AS Otoho. Junior Makiessé a suivi et a bien exploité le ballon qui traînait dans l'axe à la première minute. Après ce but, AS Otoho s'est créée deux énormes occasions qu'elle n'a pas réussi à les transformer. Alors que Rozan Varrel s'en mêlait les pinceaux, Ber-

cyl Obassi reprenait en première intention le ballon mal envoyé. Mais sa tentative fuit le cadre à la 9^e minute. Une occasion à mettre au crédit de l'AS Otoho était le

Léopards ont su gérer le match jusqu'à la fin. Aux abois après les deux buts concédés, AS Otoho a multiplié des frappes à distance en seconde période pour espé-

avant le match que je ne peux pas évoquer ici. À voir même comment nous nous sommes échauffés, ce n'était pas ça aussi. C'était un peu à la hâte. Et puis, on prend un but en début de partie en moins d'une minute contre les autres qui jouaient à l'extérieur. Ça disait déjà beaucoup. Prendre un but comme ça, cela veut dire qu'au match retour la tâche va être difficile. On a essayé mais il y a eu des erreurs qui ne nous ont pas pardonnées. Et en deuxième mi-temps, on a essayé d'équilibrer un peu mais je pense que le football reste le football. On va se préparer, s'apprêter pour le match retour. Mais on verra », a déclaré le coach Dengaki de l'AS Otoho. Et à Nasreddine Nabi « Nash » d'ajouter : « Je pense que c'est un score mérité. Nous avons préparé avec beaucoup de soin ce match. On a bien analysé notre adversaire. On a défini son circuit préférentiel. Ses points forts et ses points faibles. On a essayé de bloquer ses points forts et exploiter ses points faibles avec le résultat que vous venez de voir. Mon plus grand souci c'est comment mettre dans la tête des joueurs que la qualification n'est pas encore assurée. J'ai plus peur de mes joueurs que de l'adversaire dans des circonstances pareilles », a souligné le coach de l'AC Léopards de Dolisie.

James Golden Eloué

coup de la 15^e minute qui a failli tromper Lutunu Dulé.

Après plus rien pour les locaux jusqu'à la 27^e minute lorsque le Zambien Winstone Kalengo punit la défense de l'AS Otoho a joué avec le feu. L'attaquant de l'AC Léopards lobe le gardien d'une balle piquée pour le but du break qui a tué le suspense. Les

rer une réduction du score. Hélas, aucune d'elles n'était cadrée. Battus sur leurs propres installations, Dengaki et ses joueurs sont condamnés à l'exploit le jeudi à Dolisie. Pour prétendre ravir la qualification qui tend déjà les bras aux Léopards, il faut gagner par 3-0.

« Il y a eu beaucoup de facteurs

Le désordre entache le duel Diabes noirs-Tongo FC



Phase de jeu Tongo FC-Diabes noirs (Adiac)

Les échauffourées sur les gradins ont réellement débuté à la deuxième mi-temps. Le score était à l'avantage de Tongo FC 2-1 lorsque les supporters diabolins ont procédé aux jets de bouteilles d'eau et autres objets sur l'aire de jeu en guise d'indignation à l'égard de l'arbitre qu'ils ont jugé favorable à l'équipe adverse. Les joueurs de Diabes noirs ont supplié leurs supporters de se calmer puisque le match n'était pas encore fini. Enragés, les fans diabolins n'ont voulu rien savoir. L'arbitre a donc momentanément suspendu la rencontre. Le jeu a repris quelques minutes après. Dans le temps additionnel, Masala a permis à Diabes noirs d'égaliser. 2-2 score final. En rappel, le premier but de la rencontre a été inscrit par Anaël Bakaki (Diabes noirs).

Bila Muzélé a égalisé avant la fin de la première mi-temps. De retour des vestiaires, Mabandzoulou avait momentanément donné l'avantage à Tongo FC. Après ce nul, c'est finalement lors du match retour que la meilleure des deux équipes éliminera l'autre pour une place en demi-finale. Dans l'autre rencontre, toujours au stade Alphonse-Massamba-Débat, FC Kondzo et Patronage se sont séparés dos à dos sur un score d'un but partout. Là aussi, c'est au match retour que tout se jouera. Seulement, Diabes noirs et Patronage ont un léger avantage sur leurs adversaires respectifs parce qu'ils ont été reçus et ont réussi à concéder des nuls avec buts à l'extérieur.

Rominique Nerplat Makaya

TRANSFERTS

David Sambissa signe pour 2 ans en faveur du FC Twente



David Sambissa, à gauche sur la photo, s'est engagé avec le FC Twente : le latéral gauche de 21 ans évoluera d'abord avec la réserve du club néerlandais (DR)

Latéral gauche de 21 ans, David Sambissa a signé un contrat de 2 ans (1 année supplémentaire en option) en faveur du FC Twente. Dans un premier temps, il sera mis à la disposition de l'équipe réserve du 7^e du dernier championnat néerlandais.

Formé aux Girondins de Bordeaux, le natif de Saint-Maur-des-Fossées avait quitté son club formateur durant l'été 2016. Puis avait rejoint, en décembre 2016, Lège-Cap-Ferret, en CFA 2. Il y a disputé 14 matchs.

En mai dernier, Sambissa a été mis à l'essai, pendant plusieurs semaines, par le FC Twente, champion des Pays-Bas 2010. Et a convaincu le staff technique de le conserver « Nous pensons que David a le potentiel pour s'inviter, à terme, en équipe première », explique Martin Jensen, le responsable de la formation. La réserve du FC Twente reprendra l'entraînement en fin de semaine. Avec l'ancien international français (U16, U17 et U18).

Camille Delourme